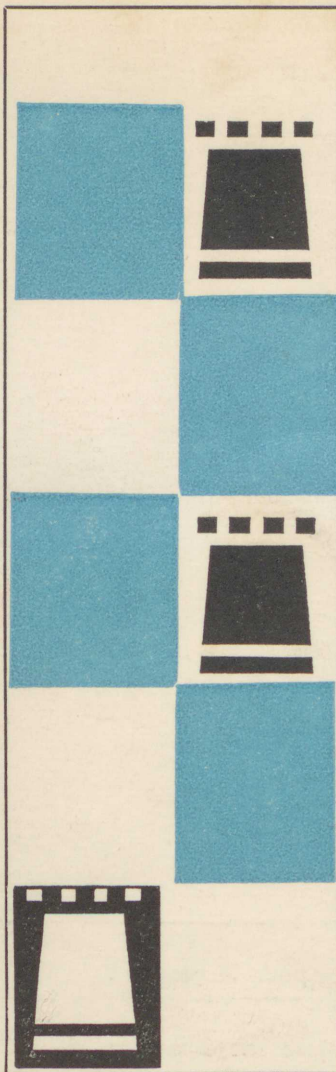


**Les droits
politiques
des étrangers**



**Un débat sur
« l'affaire
Soljenitsyne »**

CAHIERS MARXISTES

revue mensuelle

Nouvelle série N° 5 (24)

5^e année - Mai 1974 - 40 F

Sommaire

Rosine Lewin Quelle opposition pour la gauche ?	p. 1
Jacques Moins Les droits politiques des étrangers	p. 6
Un débat sur « l'affaire Soljenitsyne »	p. 11
Maxime Steinberg Un certain combat : Joseph Jacquemotte (II)	p. 33
D'un plan à l'autre	p. 40
Lire des livres	p. 43

Comité de patronage : Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville, Jean Terfve

Comité de rédaction : Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Augustin Duchateau, Pierre Joye, Rosine Lewin, René Lonnoy, Jacques Moins, Jacques Nagels, Claude Renard, Jean-Paul Vankeerberghen

Rédacteur en chef : Rosine Lewin

Un dessin de Marcelle Lavachery

Édité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

Quelle opposition pour la gauche ?

Malgré le succès qu'elle a enregistré aux élections législatives du 10 mars, la droite n'a aucune raison de pavoiser. Et de fait, hormis les libéraux, tout à la joie de leurs maroquins, elle ne pavoise pas. Il aura fallu plus de six semaines pour mettre en place un gouvernement, et celui qui finalement est né dans la morosité a une fort modeste espérance de vie.

La formule gouvernementale qui avait — et a encore — les préférences de la droite accouplait le PSB au CVP-PSC. Les avantages de pareille formule sont éprouvés : quand des mesures anti-populaires s'imposent au nom de la logique capitaliste du profit, il importe d'en amortir le choc en « neutralisant » les deux grandes organisations syndicales, FGTB et CSC, par la présence rue de la Loi de ministres liés au mouvement ouvrier.

Cet objectif capital n'a pas été atteint.

LES ECHECS DE M. TINDEMANS

M. Tindemans compte certes des démocrates-chrétiens dans son équipe, mais le PSB demeure provisoirement dans l'opposition. L'attitude du parti socialiste reste marquée par la « radicalisation » du programme électoral de février dernier, elle-même reflet de la radicalisation des luttes ouvrières. Ce qui inquiète sans doute le plus le pouvoir à l'heure actuelle, c'est la perspective d'une combativité sans faille des travailleurs affiliés à la FGTB, d'une combativité qui ne serait plus freinée au sommet par des considérations de « solidarité » ministérielle. Ce qui tracasse en particulier le PSC-CVP,

c'est la contagion qu'à un an des élections sociales pareille combativité ne manquera pas d'avoir sur la CSC.

Trois échecs ont jalonné l'itinéraire sinueux de M. Tindemans, formateur. Echec sans surprise de la tripartite, d'abord, jugée inacceptable par les socialistes. Echec de la bipartite CVP-PSC-PSB ensuite. Entamées avec d'apparentes chances de succès, les négociations étaient rompues à la veille de Pâques. Régionalisation, école pluraliste, initiative industrielle publique, avortement : tels étaient officiellement les écueils auxquels s'étaient heurtés les négociateurs, sans qu'on sache dans quelle mesure un accord avait pu être atteint sur le plan de la réforme de l'armée, en matière fiscale, dans le domaine de l'inflation et du contrôle des prix, etc.

Après cet échec, on a vu le formateur s'aboucher avec le PVV-PLP, et ces partis réclamer une tentative de négociation avec la Volksunie et le FDF-Rassemblement wallon. Ce fut le grand branle-bas de combat : les scénarios classiques étaient en effet bousculés et pour la première fois, les partis dits communautaires se voyaient hissés à la dignité de partenaires gouvernementaux. Le château de Steenokkerzeel prêta son charme désuet à cette péripétie qui dura vingt-trois heures d'horloge. Assez pour que la Volksunie et le FDF-RW s'affirment, non pas comme l'exigeait leur image de marque, c'est-à-dire comme des formations antitraditionnelles, farouchement attachées à un fédéralisme radical, mais se révèlent au contraire comme une nouvelle droite, enchantée de pouvoir s'intégrer dans le jeu des politiciens libéraux et sociaux-chrétiens, prête à admettre une régionalisation-croupion. C'est sur Bruxelles, sur les limites de la région bruxelloise, que les efforts des négociateurs de Steenokkerzeel finirent néanmoins par buter.

AU PREMIER ACCROC

Il ne restait plus à M. Tindemans, le souriant vainqueur du 10 mars, qu'à constituer — non sans de nouveaux labeurs — un gouvernement minoritaire composé de sociaux-chrétiens et de libéraux, que cinq congrès de parti ont approuvé le 23 avril, avec une résignation à peine polie du côté social-chrétien, avec ferveur du côté PLP-PVV.

Le président du parti social-chrétien, M. Charles-Ferdinand Nothomb, n'a pas caché qu'il espère soit un élargissement soit un remaniement du gouvernement, de manière à ce que les socialistes y trouvent leur place. Il est permis de croire que M. Tindemans tentera de reprendre des pourparlers avec le PSB, dès le premier accroc sérieux au Parlement, ce qui ne saurait tarder puisqu'il lui manque cinq voix à la Chambre, et bien plus au Conseil culturel d'expression française...

Cependant, même si elle est précaire, une situation nouvelle a été créée, qui est profitable aux forces de gauche. Le retour, pour la première fois depuis 1966, du PSB dans l'opposition donne en effet de nouvelles chances à une intensification des luttes de masse, et par là même il offre de nouvelles ressources à une politique d'action unie contre la droite et le grand capital.

Affirmer cela n'implique pas qu'on s'aveugle sur la nature du réformisme social-démocrate, ou qu'on se leurre sur un soudain et

unanime abandon de la collaboration de classe à la direction du PSB. Car il est incontestable que depuis l'ère de la tripartite leburtonienne, la lutte d'influence entre la gauche et la droite au sein du PSB s'est intensifiée.

UNE CERTAINE FLUIDITE

Sans doute, la notion de gauche socialiste n'a-t-elle pas aujourd'hui le même sens qu'elle a pu avoir avant la guerre, avec Albert Marteaux, Isabelle Blume et Fernand Brunfaut — ou même, entre 1957 et 1964, autour de l'hebdomadaire « La Gauche », Il s'agissait alors d'un courant consistant, relativement bien circonscrit, doté d'un programme global antiréformiste.

Aujourd'hui, seuls les Jeunes Socialistes, les Jong Socialisten et « Links » peuvent, à des degrés divers d'ailleurs, revendiquer ces caractéristiques. Il nous semble que c'est l'effort de réflexion des Jeunes Socialistes qui est le plus systématique. Leur congrès de Waremme (6 et 7 avril 1974) témoigne du sérieux de leurs analyses, qui constituent bel et bien, comme l'a écrit leur président Paul Lefin, « une contribution intéressante au renouveau de la pensée socialiste belge ». Mais on sait comme il est tentant pour un parti de considérer les jeunes avec « indulgence », plutôt qu'avec le souci de s'inspirer de leur exemple.

Ailleurs, « la gauche » est plus fluide, et ce n'est pas nouveau.

Depuis une dizaine d'années, plus précisément depuis le congrès du PSB qui en décembre 1964 déclarait incompatible l'appartenance d'un socialiste au groupe de « La Gauche » (ainsi d'ailleurs qu'au Conseil Général du Mouvement populaire wallon), la gauche socialiste se bat sur des frontières mouvantes et elle s'identifie à des hommes différents selon les thèmes qu'elle développe. J.J. Merlot a ainsi incarné, surtout au congrès des socialistes wallons de Verviers, le fédéralisme, et c'était contre l'unitariste Leburton. Léo Collard a, pendant un temps, animé un courant dirigé contre le « néo-socialisme » à la Simonet. Tous ces mouvements mériteraient d'être étudiés de près et nous ne pouvons ici qu'indiquer des points de repère ou formuler des hypothèses. L'hypothèse la plus sérieuse, dans l'état actuel de l'analyse, c'est que la gauche socialiste s'affirme surtout aujourd'hui sous la pression des actions ouvrières et syndicales. L'activité des militants communistes y est rarement étrangère.

Au Hainaut par exemple, une importante minorité s'est dégagée après le 10 mars en faveur d'une députation permanente socialiste-UDP. Il semble bien que ce soit à partir de sections socialistes d'usines, en prise directe avec les aspirations des travailleurs, que la tendance se soit développée. A Liège, ce sont les journaux « Combat » et « La Wallonie » qui défendent des positions les plus directement apparentées au programme des Jeunes Socialistes : or ce sont des organes syndicaux qui n'engagent pas le parti socialiste, mais avec lesquels il doit compter. Tant et si bien que sensible aux pressions du mouvement ouvrier, le Liégeois André Cools s'est fait le porte-parole d'un courant antiparticipationniste, se situant ainsi nettement à la gauche de Jos Van Eynde et de Willy Claes.

AVEC QUI ET COMMENT

« Il est contraire à toute doctrine et à l'action du parti socialiste de se considérer comme un parti à vocation oppositionnelle », vient de rappeler Pierre Vermeylen dans une tribune libre du « Soir ». Mais quel est donc le parti qui s'enferme à tout jamais dans une « vocation oppositionnelle » ? Normalement, un parti politique vise à réaliser son programme, fût-ce à terme, et nul ne songerait à en faire reproche au PSB. Toute la question est de savoir avec qui et comment le parti socialiste peut réaliser le programme « radicalisé » qu'il a soumis à ses électeurs le 10 mars dernier.

Dans la mesure où ce programme postule la mise en cause du pouvoir des monopoles, dans la mesure où il s'oppose aux trusts multinationaux, il nous paraît évident que ce n'est pas aux côtés des représentants des monopoles et des trusts multinationaux que des ministres socialistes ont des chances de réaliser leur programme. Cela n'est pas évident pour tous les dirigeants, ni même pour tous les militants du PSB. Peut-être parce qu'ils ne parviennent plus à prendre au sérieux les programmes de leur parti. Ou parce qu'ils restent convaincus qu'en tout état de cause, la présence au gouvernement de mandataires du mouvement ouvrier évite à ce dernier des sacrifices inutiles et constitue donc « un moindre mal ». Un moindre mal par rapport aux dégâts que peut causer un gouvernement exclusivement de droite, diraient-ils. Comme si le choix se situait à ce niveau. Comme si vraiment, toute autre perspective était interdite à la gauche, condamnée à servir d'appoint et d'alibi à des adversaires politiques. Comme si, en fin de compte, les forces ouvrières et démocratiques étaient vouées à rester divisées, éparées...

AU CŒUR DU DEBAT

Car c'est bien cela qui se trouve au cœur du débat. Si on se laisse enfermer dans une vue statique des problèmes, sans opposer à la vision bourgeoise une vision « alternative », répondant elle aux intérêts des masses populaires, on est assurément amené à considérer que la présence d'Ernest Glinne ou de Willy Calewaert dans un gouvernement Tindemans peut être un moindre mal. Et on sera tenté de croire dès lors que le PSB a intérêt à préparer sa rentrée en force rue de la Loi, après une « cure d'opposition ». Dans cette optique, la cure n'est qu'une brève pause pour faire valoir la participation — et l'une est complémentaire de l'autre.

Mais si la perspective dynamique d'un changement de majorité se substitue à cette vue bouchée, alors l'actualité se lit tout autrement. Et cette lecture « autre » n'est pas le monopole des communistes...

Nous pensons que la rupture d'avec la tripartite, effectuée en janvier par le PSB, puis le refus, en avril, de faire le jeu des Tindemans et VdB au sein d'une bipartite, représentent des faits politiques importants pour le pays. Ils pourraient devenir décisifs si demain le parti socialiste entamait une concertation avec les autres forces de gauche pour faire face ensemble à l'offensive du grand capital, pour défendre ensemble le pouvoir d'achat et l'emploi des travailleurs, pour arracher une régionalisation effective, pour imposer une politique étrangère axée sur la détente. Sur l'agressivité des trusts, aucun doute n'est plus permis depuis le lock-out des ACEC de

Marcinelle : le patronat n'avait plus eu recours à cette arme depuis un demi-siècle. La concertation des forces de gauche s'impose donc impérieusement. Elle concerne aussi, il est à peine besoin de le rappeler, les chrétiens progressistes.

En clôturant la 56^{me} Semaine sociale wallonne, le président Victor Michel a déclaré avec beaucoup de fermeté que le Mouvement ouvrier chrétien était décidé à se battre pour défendre les points essentiels du memorandum qu'il avait adressé au formateur, et tout spécialement, le pouvoir d'achat, l'initiative industrielle publique, le contrôle de l'énergie, une régionalisation efficace. C'est à propos de ce discours de Victor Michel que « La Cité » observait : « Si les libéraux veulent un programme de droite, autant dire tout de suite qu'il n'y aura pas de gouvernement avec eux, car les démocrates-chrétiens n'en seraient pas et ce gouvernement serait dès lors, impossible. » Aura-t-il donc suffi que les libéraux protestent de leur progressisme (ne sont-ils pas le parti de la liberté et du progrès ?) pour entraîner dans leur sillage les Califice et les Magnée ?

De son côté, la Démocratie chrétienne qui, au sein du PSC, regroupe les démocrates-chrétiens et tente de défendre leurs intérêts, a avalisé la formule gouvernementale, « car il faut éviter une crise de régime ». Mais la crise de régime ne peut plus être évitée et la présence dans l'équipe Tindemans de M. Califice et de M. Oleffe (dont la démocratisation chrétienne est depuis longtemps plus qu'ambigu) contribuera plutôt à aggraver la confusion et la division des travailleurs au grand dam du front commun syndical, qu'il importe cependant de renforcer au maximum.

PAS DE VOIE ROYALE

On le voit, le réformisme chrétien recourt lui aussi à l'argument du moindre mal, alors qu'il existe pour les chrétiens progressistes aussi des solutions de rechange, et des instruments pour combattre l'interclassisme. Le Groupement politique des travailleurs chrétiens est un de ces instruments.

Certes, la voie du GPTC n'est pas une voie royale.

Nous pensons néanmoins que si ce type de groupement joue son rôle dans le milieu populaire qui est le sien, son espace politique s'agrandira, accroissant ainsi sa représentativité.

C'est de cet effort et de l'effort des communistes en direction des autres composantes du mouvement ouvrier organisé que dépend l'avenir immédiat de l'Union démocratique et progressiste, alliance partielle d'action anticapitaliste dans la perspective d'un regroupement de l'ensemble des forces de gauche.

Action anticapitaliste : c'est le maître-mot.

Cette action passe aujourd'hui avant tout par l'opposition résolue et cohérente à un gouvernement dont la fonction est de faire endosser aux travailleurs la charge de l'inflation, cette tare du capitalisme contemporain. C'est dans l'opposition au pouvoir des monopoles et de la droite, c'est dans l'action une des travailleurs contre ce pouvoir — et seulement dans cette action unie — que peut commencer à se réaliser le rassemblement des progressistes.

Les droits politiques des étrangers

L'immigré doit disposer de garanties sérieuses qui lui permettent de participer activement à la vie sociale du pays où il réside et travaille, sans quoi, les droits qui lui sont reconnus en principe restent fictifs et l'étranger est exclu en pratique de la jouissance ou de l'exercice d'une série de droits relatifs à sa personnalité d'homme et de citoyen. (1)

LIMITES A L'EXERCICE DES LIBERTES PUBLIQUES

La liberté de manifester ses opinions sans distinction de caractère politique ou religieux et ceci en tous lieux, est affirmée. Nous connaissons bien cependant les limitations de fait apportées à l'exercice des libertés même pour les nationaux. Il serait naïf de faire abstraction des pressions de tous ordres, du patronat dans l'entreprise et en dehors de celle-ci, des administrations et de la mentalité dominante qui se méfie de tout ce qui est différent. Comme, par nature, l'immigré est différent et que sa situation le porte à mettre en cause le milieu où il vit et travaille, on peut dire que les pressions qu'il subit sont quotidiennes.

Il s'agit de donner à l'étranger des garanties réelles. Cela veut dire avant tout lui assurer le droit au séjour et à l'exercice des libertés démocratiques. Cela veut dire lui garantir de manière déclarée, sans réticence et sans pression d'ordre administratif, la faculté d'adhérer aux organisations de son choix, d'agir en leur sein et d'y assumer des responsabilités.

(1) Voir Cahiers marxistes n° 4 : « Pour un statut des étrangers ».

Pour jouir des libertés constitutionnelles, il faut les défendre et en réclamer l'application. On aperçoit immédiatement l'importance du rôle des organisations syndicales et politiques sur ce terrain, et celui des associations démocratiques d'immigrés qui peuvent fort heureusement se constituer dans notre pays (associations de fait, associations sans but lucratif, etc.).

Si le droit d'adhérer aux syndicats et aux partis politiques n'est pas contesté, en fait il subit une limitation. Pendant longtemps, on a considéré et l'administration de la police des étrangers ne s'est jamais départie de cette attitude, que l'étranger ne pouvait s'ingérer dans les affaires intérieures du pays d'accueil, ne pouvait « faire de la politique ». Ce concept étroit est évidemment dépassé dans la réalité. Si l'on reconnaît le droit à l'étranger de participer aux luttes syndicales, celles-ci ont de plus en plus des objectifs généraux qui visent à transformer la société. Comment reconnaître aux étrangers le droit de participer à l'action syndicale et continuer à les exclure de la possibilité d'influer sur le processus de décision de la vie économique, sociale et politique ?

A un échelon plus modeste, la participation à la solution des problèmes de la commune entraîne des choix qui revêtent un caractère politique.

L'étranger installé temporairement, le touriste, n'a évidemment aucun motif légitime de s'associer aux luttes qui se développent dans notre pays ; mais celui qui y travaille, y est établi, doit pouvoir le faire à peine d'être pour toujours un citoyen de seconde zone. Va-t-on rétablir à la fin du 20ème siècle, la distinction entre citoyen actif et citoyen passif et voir réapparaître les prolétaires des démocraties censitaires du 19ème siècle ?

Pareille limitation ouvre d'ailleurs la porte à l'arbitraire et aux discriminations. Qui est juge de l'ingérence dans les affaires intérieures du pays ? De plus, dès le moment où l'on affirme le droit d'adhérer à un parti politique du pays d'accueil, le refus de la participation à la vie publique n'a plus d'objet à moins de permettre des discriminations entre partis et de travestir ainsi la liberté d'opinion.

Si le droit de participer aux organisations belges n'est plus ouvertement contesté, si l'on rencontre nombre d'étrangers militants dans les syndicats, il n'en est pas ainsi dans les partis politiques.

Des formes spécifiques d'organisation se sont développées, les immigrés se sont fréquemment groupés en associations démocratiques qui se réclament des options politiques de leur pays. Ils conservent alors des liens avec les forces politiques de celui-ci. Cela est possible et fécond lorsque le pays d'émigration est démocratique. Il en est ainsi pour l'Italie. Sait-on par exemple que plus de dix pour cent des citoyens italiens installés chez nous participent aux consultations électorales en Italie ? Mais si l'Etat italien accorde certaines facilités à cet égard, le pays d'accueil ne s'en préoccupe guère et

les entraves de fait à l'exercice de ce droit politique fondamental, comme d'ailleurs les entraves de fait à la propagande politique subsistent.

Que dire alors des immigrés venant de pays qui ne connaissent pas de vie démocratique et où l'intervention des représentants officiels (ambassades et consulats) peut jouer un rôle négatif dans l'expression libre des opinions.

DROIT DE VOTE AUX ETRANGERS ?

La réflexion doit se poursuivre au-delà de l'engagement militant de l'étranger et des garanties qu'il exige.

L'étranger qui vit et travaille dans un pays n'est-il pas fondé à réclamer le droit de vote, de participation à la vie politique de celui-ci ? Il ne suffit pas de répondre affirmativement en balayant hâtivement les obstacles de nature juridique (le droit de vote considéré comme l'apanage de la nationalité, inhérent par nature à la qualité de citoyen). Cette revendication pourrait constituer une fuite en avant si l'on ne crée pas concrètement les conditions de sa réalisation. Certes, il ne peut être question de créer pour l'étranger une obligation mais bien de considérer le droit de vote comme une faculté, le résultat d'un choix. Il paraît souhaitable de le réaliser par étapes et en fonction des réalités. Sans quoi il peut apparaître comme un moyen de favoriser l'assimilation pure et simple de l'immigré et de distendre les liens nationaux que celui-ci souhaite conserver. Cette contradiction est toutefois apparente ; elle traduit le fait que le travailleur immigré est partie intégrante de la classe ouvrière du pays d'accueil en même temps qu'il est lié aux traditions de son pays d'origine.

— A l'échelon communal

L'étape paraît bien être celle de la commune, cellule fondamentale de la vie démocratique de notre pays. C'est d'ailleurs à ce niveau que les premières expériences sont nées et que les exigences sont les plus criantes. Il devient en effet incroyable de ne point associer les immigrés à la gestion de la commune (problèmes du logement, de l'instruction, de l'aménagement, entre autres) alors qu'ils constituent parfois la moitié et souvent le tiers de la population concernée. Ils paient d'ailleurs l'impôt comme les nationaux et n'ont cependant aucun droit à la gestion.

Certaines autorités communales, conscientes du problème, se sont efforcées d'organiser un dialogue et l'on a abouti à l'idée des conseils consultatifs d'immigrés, à l'image des conseils de la jeunesse. On voit immédiatement les limites et les difficultés de l'initiative.

Les limites — car semblable conseil ne dispose que de compétence d'avis sur des objets limités (le CCI de Flémalle-Haute considérait comme suit les compétences : « tout problème d'intérêt communal intéressant la vie de la communauté immigrée en dehors de toute préoccupation d'ordre politique » !).

Les difficultés — car il faut choisir les interlocuteurs, ce qui s'est fait en consultant les associations d'étrangers et les représentants consulaires. De là à glisser dans le paternalisme et le formalisme, le danger est grand.

Le problème le plus aigu est celui de la représentativité de pareils conseils. La circonstance qu'ils n'ont pas de pouvoir au départ est peut-être moins importante car du moment qu'ils disposent des possibilités d'expression, la conquête de pouvoirs réels devient plus aisée. La représentativité doit naître de l'élection directe. Celle-ci est possible, l'expérience de diverses villes et communes le démontre (Liège, Genk, Cheratte, Cuesmes, etc.)

Certes rien n'est encore résolu lorsque les conseils sont constitués. Tout dépend alors de la vie que les représentants élus peuvent lui donner, des droits qu'ils peuvent réussir à arracher, des liens qu'ils maintiennent avec leurs mandants. C'est le problème de toute démocratie déléguée. Les terrains de conflits sont nombreux car le pouvoir communal sait se montrer jaloux de ses prérogatives. Le risque de « ghetto », de vie en vase clos peut renaître à cet échelon, si les conseils se bornent à traduire des exigences sans chercher le contact et l'action avec les forces politiques du pays. Pour exprimer leurs opinions, ils doivent « faire de la politique ». Ici encore, nous retombons dans la première exigence, celle d'un statut qui mette un terme à la précarité du droit au séjour et à l'incertitude de la situation juridique de l'étranger. Sans quoi, une partie toujours plus importante de la classe ouvrière voit ses droits limités d'autant plus que les discriminations traditionnelles de la condition d'étranger se trouvent renforcées par la dépendance économique.

Cette étape doit normalement déboucher sur la participation des immigrés à la vie communale, aux élections et à la gestion de la commune.

— Le droit de vote et d'éligibilité aux élections communales ?

En Belgique, deux propositions ont été formulées. Celle du socialiste Glinne et celle du communiste Levaux. Sans nous livrer à un examen détaillé de ces initiatives parlementaires, disons que la première est plus limitative. Elle vise à donner le droit de vote aux seuls immigrés des pays de la Communauté Economique Européenne. La proposition communiste n'introduit pas cette distinction et avance seulement des conditions d'âge et de résidence pour permettre l'exercice du droit de vote et d'éligibilité (droit politique actif et passif). L'objectif peut paraître limité mais il est concret et ne se heurte à aucune objection d'ordre constitutionnel comme le droit de vote aux élections législatives.

D'aucuns ont proposé de faire participer les immigrés au vote au parlement européen le jour où celui-ci sera soumis à l'élection directe. Ce n'est pas pour demain et pareille mesure ne résoudrait pas la question des droits des immigrés non communautaires. Cette approche du problème ne clôt pas le débat mais pourrait contribuer à dégager des solutions.

Compte tenu du caractère multinational de la classe ouvrière de nombre d'Etats industriels, on a pu se demander si certaines immigrations ne devaient pas se voir reconnaître le statut de minorité nationale. Les implications au plan des droits politiques seraient évidentes. L'idée mérite d'être approfondie ; elle comporte des aspects séduisants, elle traduit en effet une situation de fait mais elle contient aussi des aspects dangereux. Elle pourrait aboutir à renforcer les divisions entre les composantes nationales de l'immigration si en même temps, un élément d'union n'est pas introduit. La reconnaissance du caractère de minorité nationale devrait entraîner la reconnaissance des droits politiques au sens large. On aperçoit immédiatement les obstacles juridiques et politiques que rencontre cette proposition.

Pour atteindre le premier objectif, la reconnaissance des droits politiques au plan communal, l'action doit évidemment se développer et les immigrés ont la parole. Il ne s'agit pas d'un droit concédé mais d'un objectif actuel. Il nous semble que les conditions d'une telle revendication sont réunies en Belgique, liée à l'exigence d'un statut des étrangers. On aurait ainsi l'illustration de ce que l'étranger est égal — en droit et en fait — tout en restant différent.

Certains doutent de l'utilité de voir reconnaître pareils droits pour le motif que les étrangers n'en useraient point. Et de citer l'exemple du canton de Neuchâtel en Suisse où les étrangers disposent du droit de vote et ne participent aux consultations électorales que dans la proportion de un pour cent. Tout dépend évidemment des conditions de l'exercice de ce droit. L'étranger doit être associé à la vie politique, disposer de garanties réelles pour utiliser effectivement les droits formels qui leur sont reconnus. Les droits politiques n'ont de sens que si les conditions de liberté et les garanties juridiques de séjour sont réunies.

La recherche des moyens les mieux adaptés pour reconnaître aux immigrés le droit de participer à la vie sociale à part entière, d'influencer sur les décisions politiques, de ne plus se sentir des citoyens de deuxième zone, pour ne pas dire des esclaves du monde moderne, d'être sujets de droits et non machines à produire et à consommer, doit se poursuivre.

Un débat sur « l'affaire Soljenitsyne »

Certains trouveront aberrant de consacrer plusieurs pages d'une revue marxiste à une réflexion sur « l'affaire Soljenitsyne » : l'auteur de « L'Archipel Goulag » ne s'est-il pas assez discrédité par ses divagations mystiques et chauvines pour que nous puissions tranquillement l'ignorer ?

Il est vrai qu'Alexandre Soljenitsyne s'est à ce point empêtré dans un songe réactionnaire qu'il consterne même ceux qui en avaient fait l'instrument d'une formidable campagne antisocialiste. Ceux-là sont peut-être disposés à « laisser tomber » Soljenitsyne... Mais leurs raisons ne sauraient être les nôtres. Et leurs manipulations ne nous dispensent nullement de nous poser un certain nombre de questions.

Questions sur les rapports entre l'homme et la révolution, entre le citoyen et le pouvoir issu d'une révolution socialiste dont la nécessité éclate plus vigoureusement de jour en jour. Questions sur les libertés que doit pouvoir garantir au romancier, au poète, au citoyen, la société qui garantit le droit à l'instruction et au travail.

Le socialisme est à l'ordre du jour. En Belgique aussi, militants ouvriers et intellectuels progressistes s'efforcent d'en dessiner le projet et s'interrogent sur ses contours.

Nous savons que chez nous l'avènement du socialisme ne sera pas l'affaire d'un seul parti, quelle que puisse être sa puissance. C'est une des raisons pour lesquelles nous attachons un si grand prix à la qualité du dialogue entre alliés. Ce dialogue, nous le voulons sérieux, réel.

C'est en pensant à la construction demain, d'une Belgique socialiste et pluraliste, que nous avons procédé à l'échange de vues que voici. Non pas pour « rassurer » nos alliés par un discours circonstanciel. Mais pour tenter d'éclairer — tant pour nous que pour eux — quelques problèmes difficiles que nous devrons un jour résoudre ensemble.

Ont participé à la rencontre (par ordre alphabétique) :
Jacques Aron, Jean Blankoff, Jean Blume, Pierre Joye,
Rosine Lewin, Jacques Nagels, Roger Somville.

R. Lewin — Pour que notre débat soit fructueux, il importe de sérier les problèmes à aborder, car ils sont nombreux et complexes. Voici l'ordre dans lequel je vous propose d'avancer.

Un mot d'introduction d'abord, qui n'appellera peut-être pas de discussion et qui répond d'ailleurs à un souci exprimé par le comité de rédaction des Cahiers marxistes. Il s'agit de situer la manière dont nous concevons notre rencontre. Si nous sommes réunis ici, c'est que nous sommes bien décidés à ne pas éluder le débat, en définitive politique, posé par « l'affaire Soljenitsyne ». Mais nous sommes décidés aussi à ne pas traiter cette affaire comme si c'était un problème en soi : la culture en URSS et le socialisme soviétique ne se ramènent pas au dossier d'Alexandre Soljenitsyne.

Aussi pourrions-nous utilement commencer par rappeler que la Révolution d'Octobre a été pour les peuples soviétiques le signal d'un formidable essor culturel — et tenter de mesurer, même sommairement, la portée de cet essor.

Nous aborderions ensuite les points suivants :

1) Les derniers écrits de Soljenitsyne ont un caractère nettement réactionnaire (il s'agit de la *Lettre aux dirigeants soviétiques* et de *L'Archipel Goulag*).

2) L'œuvre littéraire de Soljenitsyne ne mérite pas, dans son ensemble, d'être classée sous le qualificatif de réactionnaire. Entre *Une Journée d'Ivan Denissovitch* et *L'Archipel Goulag*, par exemple, il y a des différences qualitatives nettes. A quoi est due cette évolution ?

3) Le problème des rapports entre pouvoir et créateurs artistiques se pose dans toutes les sociétés. Concrètement, comment s'est-il posé en URSS pour Soljenitsyne ?

4) Dans la perspective d'une société socialiste en Belgique, comment voyons-nous les relations entre pouvoir et créateurs d'art, étant entendu que pour l'essentiel l'utilisation qui a été faite par la bourgeoisie du cas Soljenitsyne vise à défigurer l'image du socialisme et à barrer la route au socialisme dans les pays capitalistes développés.

Si nous sommes d'accord sur ce découpage en dépit de ce qu'il a d'arbitraire — car les problèmes sont évidemment liés les uns aux autres — nous pourrions entrer dans le vif du sujet, sans rien éluder, mais sans isoler le dossier d'un contexte politique beaucoup plus large. Nous pourrions demander au professeur Blankoff d'aborder la question de l'apport culturel de la Révolution d'Octobre.

J. Blankoff — C'est un problème très vaste auquel on pourrait consacrer des volumes. En guise d'introduction, je n'illustrerai qu'un aspect de la culture en URSS, mais un aspect capital : même un écrivain qui n'aurait pas là-bas l'approbation des instances officielles est plus lu qu'un écrivain belge, fort de toutes les approbations officielles ainsi que de l'appui de la critique. Il y a un fait massif en URSS : on lit beaucoup, on se passionne pour la littérature, et l'écrit a un impact dont on ne peut se faire aucune idée ici. Sans doute le phénomène existait-il déjà avant 1917. Mais quelle ampleur il a prise ! La difficulté de se procurer un livre est significative : on fait la file une nuit durant pour être en bonne place quand la librairie s'ouvre, car malgré ses tirages énormes, toute nouvelle édition est aussitôt (et parfois en quelques heures) épuisée. On pourrait dire

qu'en URSS, on croit en la chose écrite et on respecte l'écrivain, alors que chez nous, on aurait plus tendance à croire ce que racontent les journaux, mais à ignorer ou à mépriser le littérateur. La place qu'occupe la littérature en URSS constitue une clé pour comprendre ce pays, et la poésie y joue un rôle qu'elle n'a sans doute jamais eu chez nous. Même des poètes de second ordre peuvent en URSS vivre, et en général vivre fort largement, grâce à leur poésie. Des personnes modestes, le peuple connaissent par cœur des centaines de vers de leurs auteurs favoris. La parution d'une nouvelle œuvre provoque un intérêt et des discussions passionnées, en même temps que la chasse effrénée à l'exemplaire de la précieuse nouvelle publication.

Mais on aurait tort de croire que le lecteur russe est naïf; il est en tout cas beaucoup plus critique qu'on ne le croit et souvent même qu'on ne l'est chez nous.

J. Blume — Le bouleversement apporté par la Révolution d'Octobre dans les rapports entre la culture en général, la littérature en particulier, et le peuple appelé à les assimiler et à les enrichir, est sans précédent dans l'histoire. Entre la Russie féodale et l'Union soviétique, la transition sur ce terrain, est incroyablement brutale et soudaine. On passe tout d'un coup de l'analphabétisme de masse à l'alphabétisation de masse. On peut à cet égard parler d'une authentique explosion culturelle. Une explosion qui ne pourrait se concevoir sans la révolution qui a apporté le droit au travail, le droit à la santé, le droit à l'instruction, des conditions matérielles de vie en constant progrès. Et c'est bien cela qui gêne le plus les ennemis du socialisme.

R. Lewin — Il me paraît essentiel, effectivement, de souligner ce lien. Et de rappeler aussi que d'emblée la révolution culturelle au pays des Soviets s'est voulue et a été multinationale : les peuples « des confins » qui subissaient une oppression de type quasi-colonial, des nationalités nomades ont été entraînés en quelques dizaines d'années dans un développement qu'ailleurs des siècles de domination bourgeoise n'ont pu leur apporter. Le respect des originalités nationales, les moyens pratiques mis en œuvre pour que s'affirment et s'épanouissent des cultures aussi diverses que celle des Ouzbèkes, des Arméniens, des Ossètes, voilà des éléments auxquels dès 1917 Lénine accordait le plus grand prix.

Mais ce qui frappe peut-être le plus celui qui a l'occasion d'approcher l'URSS autrement qu'en touriste, c'est l'élan vers la culture, la soif d'apprendre, de connaître, d'explorer. L'essor de l'enseignement continue à alimenter cet élan et cette soif : tous les jeunes ont la possibilité de poursuivre leurs études, tous les adultes ont la possibilité de les reprendre. Que ces possibilités soient réellement utilisées, il est aisé de le vérifier : il n'est guère de chantier ou d'usine dorit les ouvriers et les ouvrières ne suivent des cours dans une école technique, un institut, une école du soir ou encore des cours par correspondance. Alors que trois quarts de la population adulte étaient analphabètes en 1917, alors que quarante-trois peuples de la Russie des tsars n'avaient même pas d'alphabet, aujourd'hui, trois quarts des travailleurs ont une instruction secondaire ou supérieure. Presque tous les jeunes — les filles aussi — font des études de sept à dix-sept ans. L'enseignement supérieur

forme 600.000 diplômés par an, l'enseignement secondaire en forme un million dans le même temps. Et même si le Moscovite dispose d'instruments de promotion culturelle plus perfectionnés et plus nombreux que l'habitant d'une lointaine sous-préfecture kazakhe, le droit à l'instruction est pour tous une réalité vivante. Si vivante que le citoyen soviétique consacre quatre fois plus de « temps libre » à l'instruction que le citoyen américain, et trois fois plus que le citoyen français...

Et ce n'est assurément pas un hasard si aujourd'hui un quart des chercheurs dans le monde est soviétique.

J. Nagels — L'URSS occupe aussi la première place au monde pour la fréquentation des théâtres, des cinémas, des salles de concert, des musées, des bibliothèques. Un Soviétique sur deux est inscrit dans une bibliothèque où il emprunte en moyenne 25 livres par an. Selon les statistiques de l'UNESCO, l'URSS est aussi première pour le nombre de traductions : on y traduit neuf fois plus de livres qu'en Grande-Bretagne, quatre fois qu'aux USA. Mais au-delà de ces chiffres-là, il faut savoir que « l'intensité » de lecture n'est pas beaucoup moindre dans les villages que dans les villes. C'est d'ailleurs ce que tous ceux qui ont effectué en URSS des séjours un peu prolongés ont pu vérifier personnellement.

R. Lewin — Il est évident que ceci n'est pas un aperçu de la révolution culturelle en URSS. Ce sont des indications, des points de repère. Ils étaient indispensables pour donner sa véritable dimension à notre débat.

Ainsi resituée, nous pouvons, je pense, examiner les quatre questions qui concernent « l'affaire Soljenitsyne ». Et d'abord, le caractère réactionnaire des derniers écrits de Soljenitsyne. Sommes-nous d'accord sur cette appréciation ?

P. Joye — Les positions actuelles de Soljenitsyne sont évidemment réactionnaires. Son *Discours de Stockholm* (l'adresse qu'il rédigea quand il reçut le Prix Nobel en 1970), le fait déjà entrevoir. A côté de nobles considérations sur le rôle de l'artiste « créateur d'un monde spirituel qui lui est propre », Soljenitsyne y dénonce les horreurs d'un monde « toujours déchiré par les passions de l'âge des cavernes : la cupidité, l'envie, l'emportement, la haine qui, au cours des ans, ont acquis de nouveaux noms respectables, comme la lutte des classes, l'action des masses, le conflit racial, le combat syndical ».

Avec *l'Archipel Goulag*, c'est encore plus clair. Soljenitsyne y brosse un tableau hallucinant des différentes vagues d'arrestations opérées en URSS en se basant sur son expérience personnelle et sur les témoignages fournis par 227 victimes. Mais ici, ce n'est plus seulement le stalinisme qu'il dénonce, c'est la Révolution d'Octobre elle-même qu'il met en cause. C'est au lendemain même de la révolution qu'il fait remonter cette terreur, le sous-titre du livre l'indique : 1918-1956. Il laisse entendre que Lénine en porte sa part de responsabilité. Il laisse du reste aussi entendre que la Révolution d'Octobre était un coup d'Etat contre le gouvernement légitime issu de la Révolution de février, assimile en passant la paix de Brest-Litovsk à une trahison, à un service rendu « au futur empire de Hitler » mais trouve par contre des justifications à Vlasov et à ses hommes qui combattirent aux côtés des troupes nazies.

Dans la *Lettre aux dirigeants de l'Union soviétique* (texte daté du 5 septembre 1973, mais diffusé après son banissement), Soljenitsyne va encore plus loin. Prédissant la perte de l'humanité si celle-ci ne renonce pas au progrès économique, il proclame que, pour survivre, la Russie doit se débarrasser de l'idéologie marxiste, cause de tous ses maux, et retrouver les vieilles traditions d'avant Pierre-le-Grand. Bref, il développe des thèses tellement réactionnaires dans le sens exact du mot qu'elles ont consterné tous ceux de la gauche occidentale qui avaient vu en lui un démocrate et un progressiste.

R. Somville — Je rejoins ce qu'a dit Joye. Dans ses derniers écrits, Soljenitsyne apparaît comme un réactionnaire radical qui met en cause les principes mêmes de la Révolution d'Octobre, qu'il identifie avec le début de la répression en URSS. Dans « *Le Soir* » du 6 mars, Pol Mathil parle à propos de sa « *Lettre aux dirigeants soviétiques* », d'un « manifeste mystique, messianique et utopique ». Par ses dernières déclarations — de l'*Archipel Goulag* à sa *Lettre* — il gêne même ses défenseurs les plus fervents. Il est évident que nous ne sommes plus en présence d'un homme qui, comme hier, semblait animé du désir de combattre le « culte de la personnalité », de dénoncer les entorses faites à la légalité socialiste, de corriger, en le dévoilant, le manque de démocratie dans le cadre du socialisme. Il s'agit clairement, aujourd'hui, d'un homme qui rêve de diriger l'URSS vers un gigantesque retour au passé, qui rêve à la suprématie de l'Eglise orthodoxe, à l'isolationnisme, à une conception slavophile réactionnaire, à l'abandon du marxisme-léninisme, au chauvinisme grand-russe.

La réalité actuelle de Soljenitsyne est qu'il veut toucher aux valeurs fondamentales du socialisme et non en discuter ses applications. Il serait intéressant de demander l'opinion des principaux intéressés, c'est-à-dire du peuple soviétique lui-même, au sujet de telles propositions. Soljenitsyne n'est pas un homme seul, un écrivain seul. L'Occident le soutient fortement. Et, indirectement peut-être, il faut bien avouer que son attitude tend à causer le plus grand tort aux sociétés socialistes, mais surtout à la politique de coexistence pacifique et aux problèmes posés par la sécurité européenne qui constituent, à mon avis, des éléments fondamentaux dans la bataille entreprise pour édifier un monde moins injuste.

J. Blankoff — Dans l'ensemble, le diagnostic de l'évolution de Soljenitsyne me paraît assez clair.

J. Blume — Le caractère réactionnaire des derniers écrits de Soljenitsyne me paraît éclatant; il n'y a pas de discussion possible à cet égard. Ma seule réflexion, ici, c'est que Soljenitsyne n'est pas seul. Je pense aussi à ce que je connais, directement ou indirectement, des réactions de certains intellectuels soviétiques (mathématiciens éminents, entre autres) lorsqu'il s'agit de problèmes politiques internationaux qui nous paraissent simples et clairs. La question de la culture politique inculquée à des universitaires vivant en régime socialiste est donc posée, sans même que l'on cherche d'emblée une « culpabilité » quelque part. Je ne crois pas qu'on puisse expliquer certaines aberrations assez sottes uniquement par le snobisme de la contestation à tout prix. Comment éduquer des générations nouvelles selon des principes nouveaux ? L'entreprise est peut-être plus complexe qu'il n'y paraît à première vue.

J. Blankoff — Je voudrais apporter un correctif à ce qui a été dit tout à l'heure : on semble confondre deux concepts, celui de réactionnaire et celui d'utopique. Cette confusion est dangereuse. En vérité, je crois que chez Soljenitsyne il y a une évolution dans le temps; il part de l'utopisme pour déboucher sur une attitude réactionnaire, ou au minimum anachronique.

J. Blume — Ce qui est frappant chez Soljenitsyne, c'est que son utopisme est tourné vers le passé et non vers un épanouissement de la société socialiste, vers le dépérissement de l'Etat, etc. Il reprend de vieilles photographies — mauvaises d'ailleurs — et bâtit avec elles un système utopique...

R. Lewin — La distinction faite par M. Blankoff est tout à fait fondée, et Jean Blume l'a bien illustrée. Nous pourrions à présent passer au point suivant, qui concerne la carrière littéraire de Soljenitsyne, vue de manière globale, et son évolution. M. Blankoff, dont c'est la spécialité, pourrait-il situer Soljenitsyne dans les courants littéraires russes ?

J. Blankoff — Si on resitue Soljenitsyne dans ces courants, on s'aperçoit que le retour au passé qui a été évoqué ici, notamment par Jean Blume, relève d'une certaine tradition russe, et qu'elle apparaît très logique à l'intérieur d'un système de pensée. Ce n'est ni une pirouette, ni un accident. C'est pourquoi j'ai souvent regretté qu'au lieu d'agonir Soljenitsyne d'injures, un critique marxiste ne se soit pas donné la peine de rédiger un article, par exemple, sur le thème « Tolstoïsme et lutte des classes » (c'est sans doute ce qu'aurait fait Lounatcharski), qui aurait pu être éclairant, et n'était somme toute pas si difficile à écrire. Ce tolstoïsme constitue un aspect de l'œuvre de Soljenitsyne. Il y en a un autre plus important, son sentiment slavophile, qui transparaît au travers de tous ses écrits et est une caractéristique d'une fraction de l'intelligentsia russe depuis plus d'un siècle.

R. Lewin — Ces éléments sont-ils à votre sens perceptibles de la même manière d'un bout à l'autre de l'œuvre de Soljenitsyne, ou décelez-vous une évolution par exemple de « Ivan Denissovitch » jusqu'au « Pavillon » ?

J. Blankoff — Il faudrait presque une analyse textuelle pour répondre à votre question de manière précise. Mais en gros, oui, je vois une accentuation nette de ces caractères au fil des œuvres. Dans *Une Journée d'Ivan Denissovitch*, ils ne sont pas dominants, et l'auteur a d'autres objectifs, une autre motivation. C'est déjà plus net dans des récits comme *La Maison de Matriona*, et il me paraît évident que c'est encore plus accentué dans la *Lettre aux dirigeants de l'URSS*.

P. Joye — Je suis tout à fait d'accord avec M. Blankoff : un des traits caractéristiques de Soljenitsyne, c'est que son œuvre et ses conceptions s'inscrivent dans une certaine tradition russe. Ses origines l'expliquent peut-être. Les parents de Soljenitsyne étaient l'un et l'autre issus de familles paysannes jouissant d'une certaine aisance. Son père avait pu faire des études universitaires, aux facultés de philologie de Kharkov et de Moscou juste avant la première guerre mondiale et, comme beaucoup de membres de l'intelligentsia de l'époque, il était « tolstoïen ». La mère de Soljenitsyne avait aussi fait des études et elle avait les mêmes idées. C'est avec elle que

Soljenitsyne passa son enfance et sa jeunesse à Rostov-sur-Don (son père était mort quelques mois avant sa naissance).

Un des événements qui marqua l'adolescence de Soljenitsyne fut un voyage avec un ami pendant les vacances, une longue descente de la Volga en canot qui lui fit découvrir l'immensité des campagnes russes, la vie des villages et de leurs habitants. Jeune homme déjà, il souhaitait vivre dans les profondeurs de la province russe et, par la suite, chaque fois qu'il put choisir sa résidence, il le fit : dans un village de la région de Vladimir d'abord, puis dans la petite ville de Riazan.

C'est très tôt que Soljenitsyne eut envie d'écrire et c'est à dix-huit ans, quand il terminait ses études secondaires, en 1936, qu'il conçut ce qu'il considère comme « le principal projet de sa vie », une grande épopée historique qui serait une espèce de « Guerre et Paix » sur la première guerre mondiale. Dans *Août 14*, qui en est la première partie, et où il exalte le courage du simple soldat russe, un des premiers chapitres décrit, et c'est significatif, la rencontre d'un collégien bouche bée d'admiration et de Léon Tolstoï en personne.

Soljenitsyne se rattache aussi à la tradition littéraire russe par le rôle qu'il assigne à l'écrivain. Comme Tolstoï, comme Gorki, il se croit investi d'une mission, il veut adresser un message, proclamer la vérité.

Ses motivations fondamentales sont du reste plus éthiques que politiques et son personnage principal est le « juste », souvent un simple paysan dont la sagesse est le fruit de l'expérience de longues générations de simples gens (Ivan Denissovitch, arrêté parce que fils de koulak, Matriona, le Spiridion du *Pavillon*).

La volonté de Soljenitsyne de dénoncer jusqu'au bout les crimes staliniens n'est pas étrangère à cette conception de la « mission » de l'écrivain. La nécessité de la confession publique pour expier ses fautes était une idée profondément ancrée dans la tradition russe et l'église orthodoxe y attachait une grande importance. (Cf Raskolnikov qui pense que c'est seulement ainsi qu'il pourra retrouver la paix du cœur).

R. Lewin — Cette volonté obstinée de dénoncer les crimes du passé n'a-t-elle pas été critiquée ? N'a-t-on pas reproché à Soljenitsyne de ne donner qu'une vision unilatérale de la réalité ?

P. Joye — Effectivement, ces reproches et ces critiques ont été formulés. Le fait qu'il ait passé douze années de sa vie dans les camps ou en exil après quatre ans sur les champs de bataille peut à tout le moins expliquer qu'il ait surtout été impressionné par cet aspect de son expérience. Mais le problème est plus vaste.

Le PCUS a eu l'immense mérite de dénoncer lui-même les crimes staliniens lors de son 20^{me} congrès. Affirmer que du même coup tout a été réglé paraît toutefois un peu court. Pour ne parler que du passé, Boukharine, Zinoviev, Kamenev, Trotsky restent encore coupables, pour l'histoire officielle soviétique, de tous les crimes dont ils furent chargés aux procès de Moscou. Sans doute ne faut-il pas regretter qu'on n'ait pas érigé un monument pour immortaliser le souvenir des victimes de l'arbitraire, comme Khrouchtchev l'avait proposé au 22^{me} Congrès. Un monument ne règle rien. Mais qu'Evtouchenko soit à présent amené à déplorer « la disparité entre la réalité de l'histoire et la description qui en est faite dans les

livres et les journaux » doit faire réfléchir. L'analyse du stalinisme, de ses causes et de ses conséquences reste à faire.

Quand Soljenitsyne concentre son attention sur les camps, il donne une image unilatérale de la réalité, mais ce n'est pas parce qu'un témoignage porte seulement sur un aspect de la réalité qu'il faut se refuser à l'examiner.

La vision de Soljenitsyne n'est du reste pas toujours unilatérale. La recherche de la vérité l'amène à souhaiter le dialogue. Dans *Le Premier Cercle*, nous trouvons ce dialogue : les discussions qui opposent Rubino, marxiste authentique qui sent profondément les rapports entre l'individu et la société à Nerjine (c'est-à-dire Soljenitsyne lui-même) qui recherche la sublimation de l'individu. Et dans le *Pavillon*, Soljenitsyne élargit son horizon et décrit toute une série de types aussi divers que réels de la vie soviétique.

Il faut aussi noter que si Soljenitsyne dépeint des dizaines et des dizaines de déportés, il n'y a pas parmi eux un seul ennemi véritable du socialisme. Il présente des détenus des différentes « levées » (depuis le « parti industriel » jusqu'aux ex-prisonniers de guerre arrêtés à leur retour d'Allemagne en 1945), mais *personne* parmi eux n'est partisan d'une restauration du capitalisme.

Si le véritable héros de Soljenitsyne est le « juste », celui-ci est en même temps étroitement lié à la réalité : il assume un engagement civique — dans son village, dans sa patrie. Et cette patrie n'est pas seulement la Russie de toujours (du moins dans ses premiers ouvrages), c'est aussi l'Union Soviétique.

Ces « justes » ressemblent dès lors parfois comme des frères aux « héros positifs » du réalisme socialiste : par exemple, les médecins du *Pavillon* — ou l'enseignante, le directeur d'école, le secrétaire du comité de ville du Parti dans *Pour le bien de la cause*. Ils vivent pour la *collectivité* et sont *soviétiques* parce que la collectivité pour laquelle ils luttent est foncièrement soviétique.

À cet égard, *Pour le bien de la cause*, une courte nouvelle publiée en 1963, est une œuvre-charnière : elle montre dans quelle voie Soljenitsyne aurait pu s'engager, elle montre qu'à ce moment, il était désireux de s'intégrer dans la société soviétique. Il y décrit la lutte qui se poursuit à l'intérieur même des institutions soviétiques et sur la base du socialisme entre ceux qui veulent gérer la société d'en haut de façon bureaucratique en traitant les citoyens comme des sujets — et ceux qui veulent, au contraire, que les institutions socialistes fonctionnent et se développent comme une œuvre collective, à travers un travail et des décisions communes.

Le cas qu'il relatait rappelle certaines « lettres de lecteurs » publiées dans la *Pravda* pour fustiger des abus manifestes. Ce n'est pas sans raison qu'à cette époque, Constantin Simonov put qualifier Soljenitsyne d'« authentique auxiliaire du parti ».

R. Somville — Je serais pour ma part beaucoup plus nuancé. Je n'ai pas lu l'entièreté de l'œuvre de Soljenitsyne. Mais, à mon avis, et c'est ce qui m'a toujours frappé à la lecture ou à la relecture de ses écrits, du *Pavillon des cancéreux* par exemple, c'est le climat de désespérance qui y règne, qui y domine. On y trouve peu d'élan pour le socialisme, presque rien qui évoque le combat pour une société communiste. Sans doute, y trouve-t-on des personnages positifs sur le plan humain. Et lorsque je dis « positifs », je ne pense nullement aux personnages parfois ridicules proposés par une cer-

taine littérature stéréotypée, mais bien aux hommes qui tentent d'assumer vraiment les contradictions inhérentes à l'édification d'un monde socialiste. Mon sentiment vis-à-vis de ses premiers écrits a toujours été empreint de perplexité. J'y ai toujours perçu un climat passéiste assez négatif, ambigu.

On a dit qu'il était un continuateur de Tolstoï, de Dostoïewski, de la grande tradition russe. Peut-être. Mais poursuivre la tradition russe signifie-t-il pour autant qu'il faille être passéiste et amer ? Il me semble, au contraire, qu'être un continuateur de sa tradition nationale, c'est en capter les éléments authentiques, vivants, et être porteurs d'idées nouvelles. Aussi, pour répondre à Marcel Liebman qui disait au cours d'un récent débat à l'Université de Bruxelles, « Soljenitsyne est un grand écrivain et un grand réactionnaire », je nuancerais l'affirmation en disant « Soljenitsyne est *peut-être* un grand écrivain, *mais il est certainement* un grand réactionnaire ».

Mon opinion est qu'il est un écrivain de talent, malheureusement utilisé et « lancé » par l'Occident pour « les besoins de la cause ». Le prix Nobel n'a jamais donné de génie à personne. Prétendre qu'il serait le seul grand écrivain actuel de l'URSS manque évidemment de la plus élémentaire objectivité.

Je voudrais ajouter quelque chose qui me paraît important sur la manière de faire triompher la vérité, et ici, je me réfère à Brecht. Il faut dire la vérité, oui. Mais il y a une manière de la dire qui aide la marche en avant du socialisme, qui aide l'esprit démocratique à se développer, qui aide à dépasser le stade des erreurs, des lacunes ou des fautes évidentes. Il existe une autre manière de dire la vérité qui, non seulement n'aide pas le socialisme à s'affirmer dans son authenticité, mais au contraire fortifie ce qu'il véhicule de négatif, ce qui subsiste et persiste en lui de l'ancienne idéologie. Cette manière-là de dire la vérité aide l'idéologie bourgeoise à se développer au détriment des forces de progrès.

C'est non seulement cette seconde manière qu'a choisie Soljenitsyne, mais il y a plus grave. Certains passages de « L'Archipel Goulag » semblent révéler que Soljenitsyne fausse la pensée de Lénine faute de la replacer dans son contexte. Il isole les faits des circonstances historiques. Il ignore volontairement les contradictions inévitables dues à un changement fondamental et violent. Il escamote la contre-révolution. *Pour lui, le mal est dans le socialisme*, dans le pouvoir soviétique. Il n'y trouve rien de positif. De ce fait, il pratique l'antisoviétisme ordinaire. Il va plus loin : il bafoue son propre peuple qu'il traite avec un certain dédain au profit des « koulaks » qu'il aurait tendance à encenser. En remontant des écrits actuels de Soljenitsyne à ses premières œuvres, il me semble qu'on peut, de ce point de vue, déceler une certaine ligne, une certaine continuité. Ne serait-ce pas une erreur de croire que l'écrivain a complètement changé ? Il n'a peut-être jamais été un marxiste, il n'a peut-être jamais voulu combattre vraiment pour le socialisme, ce qui est son droit. Je crois aussi qu'il faut tenir compte à son propos, des circonstances tragiques vécues : les blessures profondes et les traumatismes laissés par le passage dans les camps. Tous ceux qui les ont subis, pour quelque raison que ce soit, en sont marqués pour la vie, même si les réactions individuelles sont différentes.

J. Blume — L'analyse qui a été amorcée ici de l'enracinement de Soljenitsyne dans la littérature russe me paraît intéressante. Mais je

tiens à ajouter que même en partant de cette analyse, l'évolution de l'écrivain n'est pas à mes yeux inéluctable. Autrement dit, je ne crois pas qu'on puisse affirmer après coup : cela devait fatalement finir par une quelconque *Lettre aux dirigeants soviétiques*.

Somville a parlé de climat de découragement, qu'il juge caractéristique de l'œuvre de Soljenitsyne. Je lui paraîtrai peut-être naïf, mais *Une Journée d'Ivan Denissovitch* m'a paru à moi un livre tonifiant, positif, et même mobilisateur. C'est un livre qui m'a fait du bien, même si j'ai pu m'apercevoir de certaines caractéristiques littéraires et humaines contestables de l'auteur. Il ne faut exiger de l'humanité et des hommes que ce qu'ils peuvent donner, ce qui est déjà beaucoup, et il faut admettre que leur fonction première n'est pas de pratiquer une doctrine plutôt qu'une autre. Si on prend les êtres humains, les citoyens soviétiques, les communistes un à un, on découvre qu'ils ont tous des racines non communistes. Nous avons tous un passé de culture qui ne s'apparente en rien au marxisme-léninisme. Soljenitsyne n'est donc pas, de ce point de vue, un cas d'exception, et il ressemble à la majorité des hommes et des créateurs littéraires.

Je voudrais exprimer ici deux idées qui me paraissent intéressantes. D'abord, le communisme ne se construira pas seulement avec des marxistes-léninistes, ni même avec une majorité modeste de marxistes-léninistes. Il se construira avec une énorme majorité de gens que la lutte des classes, la construction du socialisme et les mutations de la société socialiste auront amenés à intégrer à leur patrimoine culturel, quel qu'il soit au point de départ, des modes de pensée révolutionnaires. Il s'agit, en ce qui concerne les hommes pris en tant qu'individus, d'une évolution extrêmement lente.

Ensuite, je me demande pourquoi on exigerait d'un créateur, sous le prétexte que le socialisme est instauré dans son pays, qu'il soit marxiste-léniniste ou même seulement un propagandiste bienveillant du marxisme-léninisme. L'enrichissement de la pensée et de la culture passent nécessairement par d'autres voies, dont aucune imagination, si féconde soit-elle, ne peut prétendre explorer la diversité. Les arts, la littérature et les sciences sont, sous cet angle, tributaires de certaines lois communes, que les Grecs anciens avaient découvertes et que les fondateurs du marxisme ont utilisées de façon géniale. Pour en revenir au cas précis de Soljenitsyne, ce dernier, quand il a écrit *Ivan Denissovitch*, et d'autres œuvres que je ne veux pas énumérer, était quelqu'un de positif, même s'il n'avait pas l'intention d'illustrer et de défendre le marxisme-léninisme.

J. Aron — La critique que Somville a formulée à propos du climat de découragement du *Pavillon des cancéreux* se retrouve dans les débats de l'Union des écrivains soviétiques, et l'éventail des avis exprimés me paraît une des choses les plus éclairantes de la plaquette *Les droits de l'écrivain*.

L'analyse faite par le marxiste hongrois G. Lukacs dès 1964 de la grandeur et des limites de Soljenitsyne est intéressante : il a montré que le point de vue de Soljenitsyne n'est pas marxiste, mais « plébéen », c'est-à-dire qu'il apporte l'expérience vécue d'un homme du peuple — en ne mettant peut-être pas assez en lumière à nos yeux tel ou tel aspect de la vie sociale, mais sans que cela ne puisse justifier une appellation d'anticommuniste ou d'antisoviétique. Si le dialogue devait être impossible avec ce type de créateur, nous éliminerions de la construction de la société socialiste des gens qui pourraient lui apporter beaucoup.

Comme l'a dit Joye, l'accent est mis surtout chez Soljenitsyne sur des impératifs moraux. Il voudrait que du point de vue de leur développement moral, les gens soient, après cinquante années de socialisme, plus avancés qu'ils ne le sont. Ce trait se retrouve chez d'autres écrivains soviétiques. On peut lire dans *La Ruelle de Moscou*, un roman d'I. Ehrenbourg qui date de 1927, un passage dans lequel une femme déplore l'attitude des gens et ajoute : « Mon mari n'a qu'une réponse : tout ça, ça vient de notre retard économique. Il a évidemment raison. Mais tout bas je vous avouerai, j'ai souvent des doutes. Si les hommes ne changent pas, rien ne changera, excepté peut-être les noms ». Eh bien ! ce raisonnement est typique de Soljenitsyne. On peut certes souhaiter qu'un écrivain évoque comme Ehrenbourg qui est devenu, pour reprendre une formule de Jean Blume, profondément engagé politiquement et s'est efforcé de créer des œuvres traduisant une ligne politique « de parti ». Mais on peut se demander aussi si ces œuvres n'ont pas eu moins d'impact, parce qu'elles étaient moins directement vécues. Les meilleurs œuvres politiques d'Ehrenbourg ne sont pas ses meilleurs romans, et il n'est pas certain que dans l'avenir *Les Communistes* reste le grand roman d'Aragon.

R. Somville — Puisqu'on m'a mis en cause, je voudrais préciser ma pensée. Je n'ai jamais dit que les étapes qui ont mené Soljenitsyne à une profession de foi réactionnaire étaient inéluctables. Ses réactions sont peut-être le fruit d'une exaspération dont on aimerait évidemment pouvoir mesurer le processus exact et troublant. Mais il me semble cependant que certaines caractéristiques de son œuvre indiqueraient un tant soit peu ce cheminement. Je n'ai pas davantage dit qu'il fallait exiger des créateurs artistiques qu'ils fassent leur le marxisme-léninisme : je suis pour le pluralisme puisque le socialisme se fera avec tous, je suis pour la confrontation et confiant dans la confrontation à condition de ne jamais oublier qu'elle s'exercera, et c'est fondamental, parallèlement à la lutte de classe sur le plan national et international. Il faut dire clairement, sans démagogie, en évitant de parler pour plaire, que l'édification du socialisme ne pourra probablement se réaliser sans une certaine coercition (voir Gramsci et ses écrits à propos de l'enseignement par exemple) coercition qui ne peut avoir les caractéristiques de la censure ou de l'auto-censure — dont nous refusons absolument le principe — dont nous connaissons chez nous les formes diverses — visibles ou cachées — appliquées à des degrés différents dans les systèmes capitalistes.

P. Joye — Quelques éléments de fait à propos de cet échange de vues. Pour moi aussi, il est clair, comme pour Blume, qu'il ne peut être question d'exiger d'un artiste qu'il soit marxiste. On a reproché à Soljenitsyne son « unilatéralité », mais les écrivains les mieux en cour à l'Union des écrivains sont-ils moins « unilatéraux », eux qui voient seulement le côté brillant des choses ?

Ne reprochons pas à Soljenitsyne d'attacher tant d'importance à la personne humaine, à l'individu. Quand il dit que la vie de la société et celle de l'individu ne se recouvrent pas toujours, que l'individu a des problèmes que la collectivité ne sait pas résoudre, il dit vrai et cela nous concerne tout autant que lui. On a parlé de la tendance latente au tolstoïsme de Soljenitsyne. N'oublions pourtant pas que dans sa jeunesse, il a été komsomol et obtenu une des premières « bourses d'étude Staline », ce qui impliquait un mini-

mum d'activité politique. (Il rédigeait le journal mural de sa faculté.) A ce moment, Soljenitsyne admirait Lénine et c'est en s'appuyant sur les idées de Lénine qu'il commença, quand il était au front, à critiquer le stalinisme dans la correspondance qui motiva son arrestation. Le libellé de son acte de réhabilitation en 1957 est significatif. Il précise que Soljenitsyne « s'était exprimé contre le culte de la personnalité de Staline tout en soutenant la justesse du marxisme-léninisme, le caractère progressiste de la révolution socialiste dans notre pays et l'inévitabilité de sa victoire dans le monde entier ».

R. Lewin — Etes-vous d'accord à présent d'aborder le point suivant, qui concerne les relations entre le pouvoir et la création artistique ? Le problème existe dans toutes les sociétés, mais dans des conditions et des termes différents. Dans une société capitaliste comme celle où nous vivons, l'idéologie fondée sur la défense de la propriété privée et la course au profit tend à confondre valeurs culturelles et valeurs marchandes. Il y a un marché du livre, du tableau, du disque, et l'homme créateur passe loin derrière l'intérêt du marchand. L'exaltation de l'individualisme n'empêche pas une ségrégation culturelle profonde. Elle n'empêche pas non plus des manuscrits d'être engloutis, des Mozart d'être assassinés. Et cette situation de scandale est une des raisons de notre lutte pour une société socialiste, pour une société qui respecterait l'homme et tendrait à son épanouissement.

Mais il est clair, et Nagels a eu le mérite de le souligner dans une note écrite, que l'approbation collective des moyens de production n'implique pas une transformation automatique des structures mentales. Il est donc nécessaire de mener une lutte idéologique pour aider les structures mentales à évoluer. La création artistique peut y contribuer. Doit-elle pour autant se réduire à des critères d'utilité sociale ? Je ne le pense pas, et je suis à cet égard en bonne compagnie, car un Roland Leroy en France, un György Aczél en Hongrie ont dit là-dessus des choses importantes. Le premier quand il déclare par exemple « Nous rejetons toute conception utilisatrice et normative de l'art », le second quand il écrit « Le principe et la pratique de la liberté dans la culture signifient aussi que tout véritable talent, toute valeur artistique peut trouver place dans notre culture socialiste ». Mais on n'a jamais rien réglé avec des citations, surtout dans un domaine aussi fluide que celui-ci. Ce qu'il nous faut voir ensemble, c'est plus concrètement dans le cas qui nous occupe, la fonction exercée par l'Union des écrivains soviétiques, la manière dont la fonction est exercée, la place laissée au dialogue entre créateur et public. C'est en fin de compte aussi, d'essayer de voir si l'évolution du Soljenitsyne komsomol au Soljenitsyne réactionnaire a un quelconque rapport avec le traitement subi par ses manuscrits.

J. Blume — A mon avis, il y a un rapport et j'estime que la seule hypothèse de travail que nous puissions honnêtement adopter, même si par hasard elle se révélait contestable dans l'avenir, est de considérer que les relations entre Soljenitsyne et le pouvoir soviétique expliquent cette évolution.

Il faut bien voir d'abord que pour un homme comme Soljenitsyne, la manière dont il a expérimenté certaines réalités de la société soviétique a dû jouer un rôle important. Les camps et la

prison marquent toujours un homme pour la vie, et c'est d'autant plus vrai si le camp où on est enfermé n'est pas celui de l'occupant, de l'ennemi. Toute société devrait pouvoir comprendre la portée de pareille expérience, qu'il est vain de vouloir balayer sous prétexte que « c'est du passé ».

Par ailleurs, le message qu'apportait Soljenitsyne, message dont il a sans doute exagéré l'importance, mais qui n'était pas hostile, a été mal reçu. Circonstance aggravante, Soljenitsyne a été privé du contact avec le public, coupé des réactions populaires. Je suis convaincu que s'il y avait eu débat public et critique, son évolution eût pu être meilleure. Fils du peuple soviétique, il ne se serait pas forcément dressé contre la société soviétique.

Où est donc le défaut dans la conception des rapports entre le pouvoir et les créateurs de culture ? C'est un problème que j'aborde avec passion peut-être, mais à coup sûr avec prudence. Ne croyons pas, en effet, qu'une société pluraliste comme celle que nous voulons construire nous donne une formule magique pour éviter des problèmes tels que celui de Soljenitsyne et nous mette à l'abri de tout recours à la coercition. Quand cette société pluraliste se développera, nous verrons sans doute resurgir du passé de notre peuple des obstacles — dont la résonance qu'ont par exemple les problèmes éthiques donne une petite idée. Tout appareil d'Etat, qui a pour mission de se défendre et d'écarter ce qui le gêne, a tendance à réagir par la coercition devant ce genre de phénomène.

Il y a un écueil en tous cas qu'on peut, qu'on doit, à mon avis, éviter soigneusement : il ne faut pas que l'Etat ait une théorie officielle dans le domaine de la création artistique, et qu'il l'impose. Il faut être catégoriquement adversaire de toute ingérence étatique et administrative dans ce domaine, comme on a appris à l'être dans le domaine scientifique.

L'Etat (ou plus exactement le ou les parti(s) qui en assument la direction) peut certes préférer à toutes les autres, une théorie esthétique donnée, mais il ne peut l'imposer de manière telle qu'il faille y adhérer pour pouvoir s'exprimer, être édité, exposer ses œuvres, recevoir un prix.

Qu'il puisse y avoir des problèmes délicats à résoudre, j'en suis très conscient. N'oublions pas que dans la société bourgeoise, la coercition idéologique sur les milieux culturels s'exerce parfois de manière féroce — mais sans mesures administratives. Il y a des écrivains non publiés, des artistes qui n'exposent pas, des œuvres qui sont tuées par le système.

Le développement de la culture dépend, dans les sociétés socialistes aussi, de conditions matérielles. Et celles-ci dépendent de l'Etat. Quels sont les critères à appliquer ? Encore une fois, je n'ai pas de leçon à donner, de recettes à fournir.

Je voudrais formuler trois idées qui me paraissent essentielles, en ce qui concerne les relations entre le pouvoir et la création artistique. L'Etat doit créer les conditions matérielles et morales les meilleures, permettant aux créateurs de se déployer. L'Etat doit assurer les conditions d'une discussion permanente entre les créateurs, ainsi qu'entre les créateurs et le public. L'Etat doit avoir son opinion sur l'impact idéologique, politique et social des œuvres artistiques et plus particulièrement des œuvres littéraires, mais il doit exprimer cette opinion dans un débat, sans recourir à des mesures administratives d'auto-défense, et combattre les courants d'idées qui lui pa-

raissent nocifs (il y en a et il y en aura) avec confiance, avec la confiance que donne la construction du socialisme et la conviction que le communisme est au bout du chemin. Il doit surtout éclairer idéologiquement les citoyens et ne pas se borner à justifier idéologiquement des actions qui relèvent du pragmatisme politique, même le plus légitime.

J. Nagels — Il n'est pas facile de se prononcer sur les idées que Blume vient de défendre, car les problèmes sont extrêmement complexes, et si en principe tout ce qu'il a dit paraît valable, je m'interroge sur la manière d'appliquer concrètement ses idées. Comment organiser un dialogue permanent entre créateurs et public, par exemple ?

R. Lewin — Peut-être la mise en œuvre d'un dialogue *permanent* se heurterait-elle à des difficultés pratiques. Mais le dialogue est essentiel, et là-dessus, nous devrions pouvoir nous accorder.

J. Nagels — Jean Blume nous dit que l'Etat ne peut être indifférent à l'impact idéologique de ce qui est publié. C'est évident. Pour moi, les œuvres artistiques doivent globalement s'insérer dans un courant progressiste aidant les structures mentales — en retard sur l'infrastructure — à se transformer. Il me semble que nous sommes tous d'accord là-dessus, puisqu'on dit « globalement ». Mais je pense qu'il y aura toujours des cas marginaux, des cas d'écrivains par exemple réactionnaires. On peut considérer avec Blume qu'il faille publier leurs manuscrits — mais faut-il les publier deux fois, trois fois ? Moi, je ne le pense pas. Dès lors, quand toutes les ressources du dialogue sont épuisées, il y aura une décision à prendre, une responsabilité à assumer. Décision et responsabilité sont d'ordre politique. Peu importe que ce soit l'Union des écrivains, le parti ou le ministère de la Culture qui la prenne, mais on ne pourra, dans ce cas marginal, éviter la mesure administrative. Blume a invoqué la trace que peuvent laisser camps et prisons, il a rappelé Staline. Il a eu raison, et j'en tiens compte. Mais tout cela ne justifie pas qu'il soit devenu réactionnaire, quelle que soit son évolution individuelle.

P. Joye — Considères-tu donc comme normal que dans une société socialiste, une œuvre littéraire ne puisse être publiée qu'avec l'autorisation d'une instance politique, qu'elle soit soumise à la censure ?

J. Nagels — Je ne considère pas comme un principe absolu que *tout* doive être publié, et je dis qu'un écrit antisémite ne doit pas l'être.

J. Aron — La vigilance organisée en URSS n'a pas empêché l'édition d'écrits antisémites.

J. Nagels — Je le regrette, mais il demeure un problème de fond. Je ne suis pas d'accord que tout manuscrit, quel qu'il soit, doive absolument être publié. Dès lors qu'on admet cela avec moi, se pose la question de savoir — le cas fût-il marginal — *qui* va trancher. Qu'on le veuille ou non, il faut une instance responsable.

R. Somville — Ce qu'il faut créer, c'est un formidable processus démocratique pour donner vie au dialogue. Cela implique au sein d'un système socialiste, la formation des masses et de chacun, et non la fragmentation des êtres, le dialogue réel « public-artistes » et

« artistes-public » qui, parallèlement à la création individuelle ou collective des spécialistes (artistes) doit déboucher sur la « génialité collective », c'est-à-dire l'épanouissement du pouvoir créateur de chacun.

R. Lewin — Je crois, en effet, que le raisonnement de Nagels est d'une parfaite rigueur logique, mais qu'il n'est guère dialectique. Je le mettrai très à l'aise en déclarant que dans le cas du Chili d'Allende, par exemple, j'aurais pour ma part trouvé parfaitement conforme aux intérêts du peuple et du socialisme que l'Unité populaire se fût servie de la censure pour empêcher la diffusion des tracts appelant à la grève des camionneurs.

Mais il ne s'agissait pas, en l'occurrence, d'œuvres littéraires, il s'agissait d'une bataille politique — vitale pour le Chili, comme les événements l'ont démontré.

Si nous revenons à notre propos, et aux cas marginaux que Nagels soulève, il me semble que poser le problème d'une instance chargée en dernière analyse, de prendre une responsabilité dans les cas marginaux, n'a de sens que si cette instance s'insère dans un puissant courant de dialogue, ou, comme l'a dit Somville, dans un formidable processus démocratique donnant vie au dialogue. Car dans la mesure où le dialogue vit, l'instance en question aura fort peu à faire. Tandis que sans dialogue, l'instance dotée de pouvoirs considérables et coupée des réalités, est condamnée à faire des sottises.

J. Nagels — Il va de soi que quand je parle d'une instance responsable, celle-ci doit être démocratique, et liée aux masses.

J. Aron — Je tiens en tous cas, en ce qui me concerne, à marquer ma plus nette opposition à l'idée qu'on puisse, en matière de création artistique, réintroduire la censure dans notre pays, avec l'héritage et les traditions qui sont celles de notre pays. Le visa préalable de censure a disparu chez nous avec l'Ancien Régime, et il ne peut revenir. Je tiens à être clair là-dessus.

R. Lewin — Le point de vue que tu défends n'est pas seulement le tien. Quand le congrès d'Ostende du P.C.B. a tracé la perspective d'une société socialiste — démocratique et pluraliste — il a dit avec toute la clarté voulue que cette société permettra l'exercice *réel* des libertés démocratiques acquises par la bourgeoisie ou par la classe ouvrière. Il s'agit de faire mieux et plus que la société bourgeoise, et non pas de retourner en arrière.

J. Nagels — On ne peut pas, à mon sens, isoler le problème de la création artistique de celui du contenu idéologique de l'œuvre culturelle. Pour transformer les structures mentales des gens, il faut promouvoir — c'est là une nécessité absolue — une culture progressiste. Cette culture sera progressiste par son contenu et elle sera progressiste parce que démocratique, parce qu'elle s'adressera aux masses. La culture bourgeoise, c'est-à-dire la culture que la bourgeoisie soutient, est rétrograde par son contenu et élitiste par son « champ d'application ». Certes, il n'y a plus de censure administrative. Mais il y a la censure du marché. Et le marché du livre, du tableau, du disque, de la presse écrite, etc... qui sont autant de marchés de type monopoliste, filtrent les œuvres littéraires. Sous toutes les apparences de la liberté, sous les apparences du « libéralisme » le marché exerce, de fait, la censure la plus implacable. Par le truchement de ce marché *notamment* — j'insiste sur le notamment — la bourgeoisie arrive à faire passer son message idéologique.

Dans une société socialiste il faut promouvoir une culture progressiste et stimuler la créativité artistique. Il faut entendre « promouvoir une culture progressiste » au sens large. L'Etat ne doit certes pas avoir « une théorie officielle » qui édicte d'innombrables règles à respecter pour qu'un roman ou un poème soit jugé bon. Nul ne doit exiger d'un auteur qu'il soit authentiquement marxiste-léniniste pour pouvoir éditer un poème qui glorifie les beautés plastiques de sa dulcinée. Il faut néanmoins que le courant dominant en matière artistique et culturelle vise à transformer les structures mentales des gens afin d'approfondir les rapports de production socialistes. Je prendrai un exemple fort simple. Il subsiste encore dans tous les pays socialistes des parcelles privées dans l'agriculture (moins d'un demi hectare par famille en général). Il s'agit de séquelles de moyens de production anciens qu'il a fallu maintenir au début pour des raisons économiques et qu'il faut encore maintenir aujourd'hui à cause justement des structures mentales des paysans. Alors qu'on met tout en œuvre dans les campagnes pour diminuer l'écart entre la ville et la campagne — mise en place d'une infrastructure socio-culturelle qui ferait rêver nos paysans, construction d'un habitat décent en ce qui implique de passer du stade de la maison familiale à la construction de petits immeubles à appartements dans les kolkhoses, collectivisation du travail, etc... — alors que la mise en place de tout ceci crée les conditions objectives nécessaires à la transformation des structures mentales des paysans, il serait, à mon avis, inconcevable dans la littérature il y ait régulièrement exaltation de cet attachement ancestral du paysan — non pas à la terre — mais à sa terre. Autoriser une telle exaltation serait profondément contradictoire avec tout ce qui se fait de progressiste dans les campagnes et les paysans conscients qui luttent quotidiennement pour faire triompher lentement, prudemment mais sûrement les structures socialistes se demanderaient, à très juste titre, si tout va bien dans la tête des « responsables littéraires » !

Promouvoir une culture progressiste est conforme aux transformations économiques, aux transformations sociales... il faut qu'il y ait une adéquation globale entre les modifications au sein de l'infrastructure et les modifications au sein de la superstructure. Entre parenthèses : notre classe dominante sait cela très bien et ses siècles d'expérience politique du pouvoir — expérience séculaire que n'ont ni les communistes d'ici, ni les communistes des pays socialistes, ce qui explique certaines gaffes — font qu'elle réussit avec tellement de finesse à maintenir cette adéquation que même certains communistes en sont dupes.

Qu'il y ait au demeurant dans un pays socialiste parfois contradiction entre « création artistique » et « nécessité de promouvoir une culture progressiste » cela me semble parfaitement plausible. Je dirais : tentons, ici également de faire preuve de finesse et de souplesse. Le courant dominant doit être progressiste et ce courant dominant ne sera pas ébranlé par la publication d'une œuvre disons marginale. Néanmoins, je crois, que toutes les entrailles d'une société socialiste s'opposent à la publication de livres réactionnaires fussent-ils bien écrits.

J. Blankoff — Les problèmes que nous discutons se posent depuis très longtemps. Lisez Herzen, lisez Bielinski, Dobrolioubov, Tchernychevski, Pisarev, Plekhanov, Saltykov-Chtchédrine et bien d'autres : la critique littéraire du siècle russe les a longuement débattus.

Mais ce n'est pas le lieu ici de faire un cours là-dessus et démontrer qu'ils remontent même à la pensée russe du 18^e siècle.

R. Somville — Le caractère des relations entre Etat et intellectuels me paraît marqué en URSS par un certain manque de fonctionnement démocratique que j'attribue à un passé sans traditions libérales — même formelles. En disant cela, je pense à nos « communes flamandes » et ce qu'elles supposent de traditions démocratiques pour le socialisme que nous souhaitons chez nous, encore que les mots « libéral » et « liberté » doivent être maniés avec la plus grande attention, la plus grande lucidité parce que ces mots, dans nos pays occidentaux, recèlent beaucoup de duplicité et de démagogie. Les résurgences momentanées de ce passé, mêlées aux drames vécus par l'URSS depuis 1917, et les failles que cela implique par rapport au processus démocratique que doit entraîner tout système socialiste — les résultats de ces résurgences et de ces drames ont aussi, je crois, pesé sur les relations entre Etat et créateurs. Encore qu'il faudrait, pour comprendre exactement ce qui se passe en URSS, parler plus longuement du type de « contrat » existant entre les créateurs et l'Etat.

Il n'est cependant pas possible à des communistes d'aborder ces problèmes, de parler du cas Soljenitsyne *sans parler aussi de la lutte des classes*, du poids historique que cela représente, des contradictions que cela suppose et qu'il est trop facile d'ignorer lorsqu'on n'assume rien et qu'au nom d'un absolu hypothétique on se contente de juger du haut de sa grandeur et de sa « pureté »... une révolution qu'on n'a pas faite... On n'y insistera jamais assez : le monde entier est confronté au problème crucial de la lutte des classes avec le poids formidable de l'idéologie adverse, de l'ancienne manière de vivre et de penser qui essaye de reprendre par tous les moyens le terrain perdu. Et cela se répercute même en société socialiste... Il faut rappeler sans cesse à ceux qui ont tendance à l'oublier facilement, ce que représente l'Union Soviétique dans la bataille pour le socialisme mondial. Que l'URSS constitue la colonne vertébrale de cette bataille — notion à ne pas confondre avec celle de « modèle » — est pour nous un fait capital. Si l'URSS disparaissait de la carte du monde, le socialisme et l'avènement au pouvoir du monde du travail reculeraient peut-être de plusieurs siècles. Faut-il ajouter au sujet des contradictions, des difficultés de l'édification du socialisme et de la démocratie en URSS, combien le monde capitaliste porte une grande part de responsabilité dans les drames vécus par l'Union Soviétique.

Par ailleurs, je voudrais souligner l'absence de dialogue entre écrivains et public dans notre pays : il n'y a pas de dialogue parce que les masses ne sont pas formées ou sont déformées, parce que nos écrivains ne sont pas lus, ou si peu... et cela au nom de « la liberté » ! Cela ramène l'influence des écrivains chez nous à fort peu de chose. Par contre, en URSS, les écrivains ont de l'influence dans la mesure où ils sont lus massivement. Cela devrait nous inciter à la modestie : nous avons peu de leçons à donner aux autres. Si la mise en œuvre d'un dialogue permanent entre créateurs et public est une nécessité absolue, s'il est regrettable que ce dialogue ne se soit pas institué suffisamment entre Soljenitsyne et le peuple soviétique, il me semble que Soljenitsyne lui-même aurait dû se poser la question « A quoi sert ce que je fais, ce que j'écris ? Est-ce bien cela qui peut faire avancer les choses ? ». Mais voulait-il améliorer

les conditions de vie des masses soviétiques et engager un dialogue plus large avec ce peuple qu'il donnait l'impression d'aimer, alors que nous lisons aujourd'hui ses incongruités politiques et ses propositions aberrantes.

R. Lewin — Cela signifie-t-il que tu approuves la non-publication des œuvres de Soljenitsyne, telles que *Le Pavillon des cancéreux* ?

R. Somville — Non, puisque je suis pour la confrontation, pour la bataille d'idées, puisque je crois à la notion de conflit dans le domaine de la création artistique, notion qui permet précisément l'épanouissement de l'imagination. Je n'ai pas attendu « mai 1968 » pour être un partisan radical de « l'imagination au pouvoir » ! Mais cela nécessite un processus démocratique profond qui, hélas ! n'existe probablement encore nulle part. Car si, en cinquante ans, il est à peine possible de résoudre — et en partie seulement — les problèmes matériels d'une société socialiste et les rapports nouveaux que cela implique, il faut encore beaucoup plus longtemps pour créer un type d'homme nouveau, une conscience et une mentalité autre qui suppose un esprit dialectique capable d'assumer les phénomènes d'un processus démocratique véritable. Et à travers cette lente transformation historique, en considérant le poids des aliénations accumulées, sommes-nous tellement certains que, si une société socialiste était édiflée chez nous, ceux qui y sont opposés laisseraient à celle-ci la possibilité d'être aussi démocratique que nous le voudrions, que nous le souhaitons ? Une chose serait d'admettre la confrontation et le pluralisme, autre chose serait de permettre n'importe quoi au nom de « la liberté ». Ceci dit, dans un cas similaire à celui de Soljenitsyne, je crois qu'il faudrait publier ses œuvres, puis engager le dialogue et combattre politiquement ses thèses et démontrer, à partir de l'argumentation de l'écrivain, ses erreurs, son manque de perspective, mais aussi savoir reconnaître ses qualités et le bien-fondé de certains arguments. (Si ce qu'il dit des camps et des instituts psychiatriques actuels relève des méthodes passées et combattues lors du 20^e congrès, la réponse en URSS était facile.)

Dans la perspective d'une société socialiste en Belgique, je suis évidemment d'accord avec Jean Blume lorsqu'il souhaite qu'un tel Etat assure les conditions matérielles permettant aux créateurs de s'épanouir, lorsqu'il propose d'assurer le dialogue permanent entre le public et les artistes, lorsqu'il précise qu'il est faux d'imposer une théorie esthétique même s'il existe une préférence pour l'une d'elles. J'ajouterai qu'il sera toujours positif d'éditer le maximum d'œuvres en n'oubliant jamais que le débat critique ouvert à l'ensemble des hommes est une manière de juger de la crédibilité d'une société et en fin de compte aide à sa transformation, à son développement. Puisqu'une attitude hostile et (ou) inexacte peut-être combattue et ainsi concourir à mieux comprendre un sens nouveau à choisir. Dans la perspective d'une société socialiste chez nous, ce sont de telles attitudes, un tel Etat socialiste que je souhaite à notre pays, grâce à l'union de toutes les forces progressistes et grâce à nos vieilles traditions démocratiques, même si elles ne sont encore que « formelles »...

P. Joye — Quand on parle de libertés démocratiques, il faut bien voir que l'URSS n'a pas pu en supprimer puisqu'elles n'avaient jamais existé dans la vieille Russie. Et quand nous parlons de socialisme et d'Etat socialiste, ne perdons pas de vue que ce qui a été réalisé en URSS ne s'identifie pas forcément avec le socialisme. L'URSS a

entrepris de construire une société socialiste dans des conditions données, mais ne confondons pas ce qui constitue des séquelles d'un passé très lourd avec le socialisme.

Nous pouvons expliquer certains aspects de la réalité soviétique, mais gardons-nous de donner l'impression que nous les considérons forcément comme des caractéristiques du socialisme, car beaucoup de traits de la société soviétique ne répondent en rien aux critères que nous fixons au socialisme que nous voulons réaliser en Belgique dans des conditions différentes.

Une remarque encore : le dialogue dont il a souvent été question ici ne peut être un dialogue entre créateurs et pouvoir seulement : il concerne tous les citoyens. Le problème ne se limite pas au domaine de la littérature et de la création artistique. Il s'agit, en réalité, d'un problème plus vaste : celui des rapports entre le pouvoir et le citoyen, en un mot, celui de la démocratie socialiste.

J. Aron — Au risque de revenir en arrière, je voudrais attirer l'attention sur un paradoxe : c'est dans la Russie soviétique des années 1920-30, à l'heure des plus grandes menaces et des plus grandes difficultés que la possibilité de publier semble avoir été la plus considérable. Le rayonnement de la littérature soviétique à l'étranger était grand et des dizaines de romans étaient immédiatement traduits en français. Je comprends mal quel danger pouvait receler pour les citoyens des années 1960 les premiers romans de Soljenitsyne. A moins que certains n'aient craint de voir s'engager, à partir de ces romans, de ces récits, un vaste débat sur les responsabilités du PCUS dans les graves atteintes à la légalité socialiste.

J. Blume — Certains des propos de Nagels rejoignent nos préoccupations. Il part en effet de l'idée que les structures mentales ne se transformeront pas spontanément, par la seule vertu de l'appropriation collective des moyens de production. Il montre avec raison que cette transformation des structures mentales ne peut être livrée au hasard que le ou les parti(s) au pouvoir se doivent de prendre des initiatives à cet égard. C'est d'autant plus vrai que les structures mentales des intellectuels aussi doivent être transformées, et que le pouvoir à des responsabilités à cet égard. Mais il faut être clair quand on parle de censure. Le ou les parti(s) au pouvoir peuvent être amenés à prendre dans des circonstances politiques données — et l'exemple du Chili a été cité non sans raison — leurs responsabilités face à l'adversaire. Autre chose est de mêler le parti en tant que tel à la discussion de la valeur des œuvres littéraires. C'est vrai que même dans le cadre d'une firme éditrice, il faut une instance pour finalement dire OUI ou NON. Un comité même très démocratique peut commettre une erreur collective de jugement, et ne l'apercevoir que dix ans plus tard. Ce qu'il faut toutefois éviter avec soin, c'est que le parti n'impose sa théorie et son modèle, ses normes de critique artistique.

Il est anormal qu'au même moment Nikita Khrouchtchev ait autorisé la publication d'*Une Journée d'Ivan Denissovitch*, et excommunié publiquement une toile exposée au Manège de Moscou, et qui n'appelait vraiment aucun commentaire négatif ou positif. C'était une toile. Voilà où l'on en arrive quand des hommes d'Etat assument des responsabilités qui ne sont pas les leurs.

R. Somville — Question très concrète : faut-il au nom de « la liberté » tout publier, n'importe quoi, des textes racistes par exemple

ou nettement contre-révolutionnaires ? Un système socialiste, fût-il le nôtre, empreint des traditions démocratiques les plus souhaitables, doit-il, au nom du « libre-examinisme » dont on connaît les tours et les détours, consacrer son temps et ses forces à publier des ouvrages dont le but avéré est de l'abattre, de renforcer les partisans d'un retour au passé dont l'impact est durable ? Faut-il aider une ancienne manière de penser qui, *fortement enracinée chez les marxistes eux-mêmes* tend à tout moment à saper de toutes les manières imaginables l'édification d'une société socialiste afin de reconquérir, féroce, les prérogatives et les avantages perdus ?

P. Joye — A mon avis, il faut laisser les possibilités les plus larges de publier et organiser en même temps le débat critique.

R. Lewin — C'est exactement l'avis de Györgi Aczél, qui écrit : « Il est impossible de lutter sur le plan idéologique avec des tendances qui ne s'expriment pas ». Il ajoute, et c'est une évidence qu'on oublie parfois : « cela ne dispense pas les organismes responsables idéologiquement de critiquer les tendances non-marxistes ».

Ce rappel de notre camarade hongrois est salutaire : il montre que le choix n'est pas entre tout lâcher ou tout cacher, mais qu'on peut publier des œuvres qui ne seraient pas marxistes, en accompagnant leur publication de commentaires critiques, et en faisant en sorte que le débat se poursuive avec fruit. C'est une manière qui peut être efficace de faire évoluer les structures mentales.

J. Nagels — Si cette « manière » peut sembler efficace dans certains cas, il ne faut quand même pas oublier que la liberté de tout publier me semble une gageure. Les ressources financières étant nécessairement limitées, le budget octroyé aux publications le sera également. Je voudrais faire remarquer que quand on aura supprimé le marché — qui est injuste, inconscient et discrétionnaire dans son choix des ouvrages à éditer — il faudra néanmoins maintenir, tout en la transformant, une des fonctions du marché qui est celle du choix. Cette fonction devra être exercée, bien sûr, de façon souple, je dirais de façon intelligente par un organisme responsable composé d'hommes conscients, ouverts, humanistes, à l'esprit large, ayant pleine confiance dans le sens critique des masses... mais cette fonction de choix ne peut être supprimée. Si on a un budget de cent millions pour « publications littéraires » et des manuscrits dont la publication coûterait deux cents millions, il faudra supprimer la moitié... quitte à publier une partie les années ultérieures. Et lors du choix on tiendra compte *notamment* des critères liés à la nécessité de promouvoir une culture progressive.

R. Lewin — Sans doute les maisons d'édition ne pourront-elles publier tous les manuscrits qui leur seraient présentés. Mais la nécessité du choix que tu invoques ne peut aboutir à conférer à un organisme quel qu'il soit le droit d'exercer une censure préalable. Pourquoi ne pas laisser, par exemple, aux écrivains dont les textes ne trouvent pas preneur, la possibilité d'éditer à compte d'auteur ?

Je voudrais rappeler pour le surplus que le problème ne s'est pas posé dans ces termes pour Soljenitsyne : il avait des lecteurs (le succès d'*Ivan Denissovitch* l'a prouvé) et pour le *Pavillon des Cancéreux*, il avait trouvé un éditeur (Tvardovski, rédacteur en chef de *Novy Mir* avait accepté son manuscrit). C'est le secrétariat de l'Union des écrivains qui, en 1966, a opposé son veto à un livre

qu'il ne faut pas confondre avec *L'Archipel Goulag*.

Mais il est temps, me semble-t-il, d'aborder notre dernière question : quel a été le but de la fracassante campagne menée autour du dossier Soljenitsyne ?

P. Joye — En dénonçant la campagne déclenchée autour du cas Soljenitsyne, nous ne devons pas perdre de vue les mobiles de ses instigateurs. Cette campagne ne s'assigne pas pour but *principal* de s'attaquer à l'URSS comme telle. Sans doute subsiste-t-il des attardés de l'antisoviétisme et des nostalgiques de la « guerre froide » (Le « complexe industriel-militaire » reste puissant aux Etats-Unis). La détente n'est pas acquise mais les milieux capitalistes dont l'influence est déterminante ont à tout le moins renoncé à envisager le recours à la guerre : à la fois parce qu'ils ont compris qu'il n'y a plus d'autre politique possible (à cause de la puissance militaire de l'URSS et de la pression des forces populaires) et parce que la détente pourrait être payante (nouveaux marchés, exportation du know how). L'attitude de Nixon, Brandt, feu Pompidou, qui expriment les intérêts essentiels des principaux groupes capitalistes de leur pays le montre.

Ce à quoi les milieux capitalistes attachent par contre beaucoup d'importance, ce sont les répercussions que la détente pourrait avoir dans leur propre pays : si les pays socialistes ne peuvent plus être présentés comme un épouvantail, la lutte pour le socialisme risque d'être facilitée, d'autant plus que le capitalisme traverse une période de crise. D'où la nécessité pour eux de combattre l'attrait au socialisme en s'efforçant d'accréditer l'idée que certains traits négatifs de la réalité soviétique sont inhérents à la nature du socialisme.

La tactique est habile car il s'agit précisément de problèmes (libertés démocratiques, droits de l'homme) auxquels nos alliés potentiels et nécessaires (socialistes, chrétiens progressistes, etc.) sont à juste titre sensibles.

Pour riposter de façon efficace, nous devons tenir compte des buts de cette campagne. Comme elle vise avant tout à contrecarrer la montée du socialisme dans *notre* pays — en défigurant les perspectives que nous nous fixons quand nous préconisons le socialisme — nous devons riposter en nous adressant en premier lieu à nos alliés potentiels en précisant sans équivoque quelle est *notre* conception du socialisme, comment *nous* concevons le socialisme que nous leur proposons de réaliser avec nous en Belgique. Sans dissimuler que, dans divers domaines, la réalité soviétique diffère sensiblement du socialisme, démocratique et pluraliste, que nous voulons réaliser en Belgique.

J. Aron — La validité de ce que vient de dire Pierre est illustrée par un article de M. Marcel Grégoire, paru récemment dans « Le Soir », où il s'interroge sur les raisons de la séduction que persiste à exercer le socialisme, ce régime « où le secteur privé de l'économie n'existe plus, ou n'existe guère ». On y retrouve, d'un bout à l'autre, la volonté de faire échec à la montée du socialisme chez nous. Il n'y a pas de doute : c'est aussi l'objectif de la campagne dont Soljenitsyne a été l'instrument.

R. Somville — Il est tout aussi frappant de constater que le même « Soir » n'a accordé au grand muraliste mexicain David Alfaro Siqueiros, lors de son décès, qu'un article — en cinquième

page — intitulé... Mort d'un peintre politicien... alors qu'il a consacré des pages complètes à Soljenitsyne qui lui, ne serait pas un « politicien »...

Dans les deux cas, c'est l'antisocialisme — et pas du tout « l'humanisme » — qui dicte sa ligne de conduite à l'agence Rossel.

J. Bluma — C'est vrai que la philosophie de l'art importe peu à nos adversaires. Soljenitsyne pour eux, n'est pas un cas humain et littéraire dramatique, c'est un instrument. Nous voulons être plus sérieux, plus responsables. C'est dans cet esprit que je rappelle « in fine », les trois idées que j'ai exposées tout à l'heure. Assurer les conditions matérielles permettant aux créateurs de se déployer; assurer les conditions d'une discussion permanente entre créateurs et public; participer à cette discussion sans imposer une théorie d'Etat en matière esthétique, voilà à mon sens une orientation valable pour que les relations entre le pouvoir et les créateurs d'art soient fécondes.

Dans un régime de socialisme pluraliste, ces principes eux-mêmes et leurs modalités d'application seront discutés avec nos alliés qui, sans aucun doute, enrichiront notre pensée et la pratique de cette pensée.

« Un certain combat : Joseph Jacquemotte (1883-1936) » (II)

Dans la première partie de cette biographie de Jacquemotte, qu'on a pu lire dans la précédente livraison des Cahiers, l'auteur retrace sa vie militante jusqu'à la fondation du P.C.B. en 1921. Venu de l'extrême-gauche syndicaliste révolutionnaire du P.O.B., Jacquemotte s'orienta, avec la révolution russe, vers le marxisme. Dès l'armistice, il espéra rallier le P.O.B. à la lutte de classe et s'opposa, avec ses « Amis de l'Exploité » à la participation socialiste au gouvernement. Acculé en raison de ses progrès, à la scission en 1921, il ne réussit pas à entraîner hors du parti un nombre de militants suffisant pour créer un parti communiste de masse. La III^{ème} Internationale impose la fusion de son groupe et de celui, encore plus réduit, de War Van Overstraeten. Dans la fusion, la tendance sectaire se trouva renforcée et assumée, malgré Jacquemotte, la direction du nouveau parti.

A CONTRE-COURANT

Bien qu'il n'en fût pas le principal dirigeant, Jacquemotte restait sans conteste la personnalité la plus populaire du nouveau parti (16). Son activité professionnelle au syndicat lui permettait en outre de se consacrer davantage à cette formation que sa faiblesse numérique privait de militants « professionnels ». Son action personnelle d'orateur et de propagandiste, ses articles hebdomadaires dans « Le Drapeau rouge », son audience extérieure

(16) On ne comprend pas pourquoi Jacquemotte, figure populaire du parti, ne fut pas candidat aux élections législatives du 20 novembre 1921 à Bruxelles. Sans doute était-ce pour ne pas devoir renoncer à son secrétariat syndical.

pouvaient faire illusion : tout le portait à l'avant-plan de sorte qu'on pût s'abuser sur sa place réelle dans le parti. La sûreté et le parquet s'y trompèrent : en 1923, avec l'agitation communiste contre l'occupation militaire de la Ruhr et les efforts du parti pour étendre la grève des mineurs du Borinage, Jacquemotte et une cinquantaine de communistes furent inculpés de complot contre l'Etat. L'accusation ne visait rien d'autre que l'existence même du parti, sa vocation révolutionnaire. Mis en détention préventive avec 14 autres dirigeants, Jacquemotte fut désigné, par l'acte d'accusation, en tête des inculpés, comme « le chef incontesté du parti ». L'image était aussi peu conforme à la réalité que le complot lui-même : après 4 mois de prison — pendant lesquels Jacquemotte avait maintenu une collaboration clandestine au « Drapeau Rouge » sous le pseudonyme de Lepic déjà utilisé en 1911 — tous les inculpés furent acquittés.

L'épreuve contribua à renforcer la cohésion du groupe dirigeant et permit à Jacquemotte, sinon de reconquérir le terrain perdu, du moins de raffermir sa position personnelle. A partir de 1924, il peut représenter le parti au C.E. de l'I.C. aux plénums duquel il assista régulièrement; en 1924 encore, ce fut à lui — et non aux « anciens » qui avaient renoncé par discipline à leur antiparlementarisme — qu'il incombait de préparer le parti à la campagne électorale de 1925. La première participation électorale du parti, en novembre 1921, deux mois après la fusion, avait été un échec dû autant à la précipitation qu'aux divisions internes des communistes. Les élections de 1925 portèrent deux communistes à la Chambre, Jacquemotte et War Van Overstraeten (17). En outre, au sein du comité central, Jacquemotte fut désigné comme secrétaire de la section syndicale centrale qui dirigeait l'activité syndicale des communistes.

Sa position mieux assurée, Jacquemotte s'emploie à miner « l'esprit de secte » que le parti devait à ses origines (18). Ce fut dans un domaine qu'il connaissait particulièrement qu'il affronta le sectarisme du groupe dirigeant : la question syndicale ! Elle était essentielle : la structure du mouvement ouvrier belge permettait aux communistes sortis des ligues ouvrières de conserver, grâce à leurs positions syndicales, des liens étroits avec la classe ouvrière organisée dans le P.O.B. Là résidait pour le parti la possibilité de se développer et la perspective de conquérir la majorité dans la classe ouvrière. Les obstacles étaient considérables : dès 1923, le Parti ouvrier avait entrepris d'éliminer les communistes des organisations sociales dont ils restaient membres. Au plan syndical, l'opération fut plus difficile. Le Bureau de la Commission syndicale dut faire marche arrière et ne put obtenir du congrès de 1924 que la résolution Mertens qui, sans exclure les communistes des syndicats, prononçait leur incompatibilité avec une fonction dirigeante. Encore fallait-il appliquer la « motion Mertens » dans les syndicats où la position des communistes était solide. Jacquemotte en personne était visé : pour éviter la scission de son syndicat, il démissionna de son poste de secrétaire, en conservant ses autres mandats (19); mais il dut mener une lutte serrée pour ne pas être éliminé; au congrès national de son syndicat en octobre 1926, une motion liégeoise qui réclamait le retrait de tous ses mandats ne fut repoussée que de justesse (20).

Dès 1925, les communistes et leurs alliés dans les syndicats, principalement à Bruxelles, parvinrent à lancer un mouvement « unitaire » qui eut son « organe syndical de lutte de classe » intitulé « L'Unité » (21). Le journal prenait le relais de « La Lutte de Classe » que les ex-amis de « L'Exploité »

(17) Jacquemotte fut aussi élu conseiller communal de Molenbeek dont il démissionna trois ans plus tard, lors de son déménagement pour Uccle.

(18) voir l'intervention de Jacquemotte, au V^{em}e congrès de l'I.C., le 20 juin 1925, dans les archives de la Fondation Jacquemotte.

(19) Sa démission présentée à l'assemblée de la section bruxelloise du Syndicat Général des Employés fut approuvée par... 10 voix et 188 abstentions.

(20) La motion liégeoise fut repoussée par 1.271 voix contre 1.040 et 2.873 abstentions.

demeurés dans le P.O.B. avaient publiée en 1924/1925 pour s'opposer au courant socialiste favorable à une nouvelle participation gouvernementale; mais si « l'Unité » continuait l'opposition de gauche au sein du P.O.B., sa plate-forme était strictement syndicale et se limitait à la défense des exclus, à l'opposition interne à la « motion Mertens » : le mouvement ne dépassait cette plate-forme que pour prôner l'unité nationale et internationale du syndicalisme et pour marquer son attachement à la révolution russe. Limité dans ses objectifs, le mouvement était plutôt fermé dans son recrutement. Certains de ses dirigeants animés de sympathies anarcho-syndicalistes témoignaient leur hostilité à l'égard des politiciens, en ce compris les communistes, dont les interventions, celles de Jacquemotte en particulier, étaient durement critiquées. En dépit des difficultés, les communistes considéraient que ce mouvement offrait au parti menacé d'être déraciné par les exclusions syndicales une « couverture importante » en vue de « sauvegarder le contact avec les masses ». En outre le mouvement leur permettait, en s'appuyant sur la défense des revendications immédiates, de démasquer l'impuissance réformiste dans les syndicats (22).

Jacquemotte, quant à lui, traçait des perspectives plus ambitieuses à ce mouvement. Trop fermé à son gré, il devait s'élargir en une opposition syndicale révolutionnaire — on dira bientôt dans le parti, l'O.S.R. —, à condition de dépasser « son programme trop abstrait » sans doute nécessaire, et de poser « la question centrale, la lutte pour la défense des revendications des travailleurs » : il ne suffisait pas de démasquer le réformisme, il s'imposait de grouper des dizaines de milliers de syndiqués, d'entraîner des sections syndicales entières, voire même des centrales, dans une opposition interne au mouvement syndical (23). Des « discussions très âpres » eurent lieu dans le parti à ce sujet (24) et Jacquemotte n'hésita pas à faire appel à l'I.C. et à l'Internationale Syndicale Rouge pour forcer la main des « majoritaires ». Non sans freiner la mise en œuvre de cette tactique, le parti dut s'incliner (25).

CONTRE LE TROTSKYSME

L'I.C. était d'autant plus encline à soutenir Jacquemotte dans ce domaine qu'il représentait, dans la direction belge, la faible minorité affirmant sa solidarité avec la position officielle du Parti bolchévique dans la question de « l'opposition russe » (26). Lorsqu'à la fin de 1927, le P.C.B. se consacra tout entier à la discussion de la « question russe », le CC belge, majorité contre minorité, interdit au directeur du « Drapeau rouge » d'y publier les

(21) Le premier numéro de « L'Unité » parut le 13 juin 1925. Le journal compta jusqu'à 1.000 abonnés et tirait 2.500 exemplaires dans chaque langue.

(22) Voir le rapport de War Van Oversaeten : « Relation du P.C.B. et du Mouvement unitaire », adopté par le CC du 31 octobre 1926 dans les archives de la Fondation Jacquemotte.

(23) Voir J. Jacquemotte : « L'opposition révolutionnaire dans les syndicats réformistes » dans « Internationale Syndicale Rouge », avril 1925. Cet article fut critiqué par le CC du 31 octobre 1925. Une résolution adoptée par 12 voix contre 6 et 2 abstentions estima qu'il ne répondait pas « à ce moment à la situation créée en Belgique et aux rapports établis entre « L'Unité » et le Parti Communiste ».

(24) Voir « Rapport de la Commission Syndicale du P.C.B. », un document datant sans doute du 26 mars 1926, dans les archives de la Fondation Jacquemotte.

(25) En mai 1927, le CC appelait à élargir le mouvement unitaire qui depuis novembre 1926 s'était doté d'une nouvelle direction.

(26) Un premier affrontement s'était produit, lors d'une séance du CC, le 1^{er} mars 1927. War Van Overstraeten y avait fait approuver une longue résolution sur « Léninisme et bolchévisation » qui proclamait l'adhésion au léninisme et tout en critiquant certaines attitudes de Trotsky, répudiait l'accusation stalinienne d'avoir voulu réviser le léninisme. 19 voix se portèrent sur ce texte contre 3 à une motion fort laconique, présentée par Jacquemotte et qui affirmait que le CC était « solidaire de la politique du CC du Parti bolchévique et le soutiendra pour l'application réelle des décisions votées et le maintien de la ligne léniniste » (voir le texte dans les archives de la Fondation Jacquemotte).

thèses officielles avant que le parti lui-même ne ce soit prononcé (27). Les protestations de Jacquemotte à Moscou le désignèrent pour « redresser le parti ». Jacquemotte s'était allié à Félix Coenen qui avait appartenu à l'« ancien » parti et qui prit sur lui de mener en ordre principal le combat contre « le trotskysme » des dirigeants qui, la plupart, venaient comme lui de l'« ancien » parti; mais l'I.C. et ses envoyés en Belgique veillèrent à ce que le débat ne se déroulât pas sur le seul terrain « russe »; ils y firent joindre « la question syndicale » et mirent en cause « l'esprit sectaire » des dirigeants trotskystes : ceux-ci concevaient le rôle du parti dans une « propagande abstraite d'un communisme « pur » et le réduisaient, par sectarisme, à l'« opportunisme d'une aile-gauche de la social-démocratie dégoutée et révoltée contre elle » (28). Les trotskystes étaient ainsi dénoncés comme « sectaires-opportunistes ».

Les accusés se défendirent en chargeant « la fraction Jacquemotte » de la responsabilité des fautes qui leur étaient imputées. « Groupe Jacquemotte ? », répliqua celui-ci, « Il n'y a pas de groupe Jacquemotte. Il y a le Parti Communiste et l'Internationale Communiste dont je suis et entends rester un soldat discipliné » (29). Les trotskystes s'attachèrent au contraire à montrer que la faiblesse du parti résidait dans l'attitude de Jacquemotte, dans son « centrisme larvé, masqué sous les dehors d'un formalisme étriqué, d'une rigidité orthodoxe, caricaturant » le léninisme; en un mot : son « opportunisme pratique habillé de doctrinarisme puritain » (30).

L'affrontement fut rude, parfois violent, mais quand la conférence nationale du parti fut appelée, les 11 et 12 mars 1928 à Anvers, à se prononcer sur la « question russe », les trotskystes avaient perdu le contrôle du parti, tout au moins de la direction : leurs principaux dirigeants éliminés, ils firent scission laissant le parti considérablement affaibli et désorganisé (31). Dans la nouvelle direction animée d'un esprit nouveau et à qui incombait de reconstruire le parti, parfois de toutes pièces, Jacquemotte dont l'autorité sortait renforcée, conservait ses responsabilités syndicales. A vrai dire, l'élimination des « sectaires-opportunistes » trotskystes ne vidait pas l'abcès lancinant du sectarisme : si les vainqueurs avaient dénoncé la « maladie centrale » du parti, ce « sectarisme avec phrases radicales allié à l'opportunisme dans la pratique », ils avaient reproché précisément aux

(27) Les 26 et 27 novembre 1927, le CC demanda, par 15 voix contre 3, la suspension des exclusions de Trotsky et de ses amis et la convocation d'un congrès mondial sur la question de l'opposition russe. Jacquemotte, au nom de la minorité, estimait nécessaire d'ajourner le vote qui, déclara-t-il, signifiait l'appui du CC au travail fractionnel. Le 5 décembre 1927, Jacquemotte écrivait une lettre au secrétariat politique de l'I.C. où il protestait contre les mesures prises par le CC belge et plaçant la discipline de l'I.C. avant la discipline de la section belge, c'étaient ses termes — il en appelait à une intervention de l'I.C.

(28) Voir l'intervention du représentant du C.E. de l'I.C. à la séance du CC du P.C.B., le 29 janvier 1928, (le procès-verbal dans les archives de la Fondation Jacquemotte).

(29) Déclaration de Jacquemotte, à la séance du Bureau Exécutif du 8 février 1928, (voir le P.V. dans les archives de la Fondation Jacquemotte).

(30) Réponse à la lettre du C.E. de l'I.C., rédigée par War Van Overstraeten, le projet présenté à la séance du Bureau Exécutif du 8 février 1928 ne fut pas adopté, le partage des voix étant égal. La lettre de l'I.C. date du 18 janvier 1928 et est adressée aux membres du parti. (Les documents dans les archives de la Fondation Jacquemotte).

(31) La conférence suspendit War Van Overstraeten et 6 autres dirigeants trotskystes de tout travail de direction pendant 6 mois au minimum ; mais au moment de répondre individuellement aux questions relatives à leur soumission à la discipline, les trotskystes firent scission. (Voir notamment le « Bulletin d'information » du P.C.B. daté du 17 avril 1928 dans les archives de la Fondation Jacquemotte). Une lettre de Henri De Boeck à Humbert Droz, datée du 22 mars 1928 explique que War Van Overstraeten et trois autres furent exclus après la conférence. Le nouveau B.E. évita de prononcer des exclusions de membres de la base (voir le P.V. de la séance du 24 mars 1928 dans les archives).

trotskystes de rejeter sur d'autres les fautes qui appartenaient à la responsabilité collective du parti (32). L'exacerbation des tendances, le rôle central qui fut dévolu à la question russe, empêchèrent le parti, à travers cette grave crise, de surmonter son sectarisme constitutif. Jacquemotte allait l'éprouver très rapidement. Pour l'instant sa présence dans le triumvirat qui, avec Félix Coenen, comme secrétaire général et Henri De Boeck, comme secrétaire d'organisation, dirigeait le parti, lui permit d'imprimer un « cours nouveau » au travail syndical, en lui assignant comme objectif de « soulever les masses pour réaliser les revendications ». Si on déploya des « efforts appréciables pour liquider les tendances d'opportunisme et de sectarisme — héritage de l'ancienne direction — particulièrement dans la question du rôle du parti dans les syndicats et les luttes économiques du prolétariat », le IV^{ème} congrès du parti tenu en mai 1929 dut bien constater que les « progrès réalisés » restaient « minimes ». C'est qu'à la base, le parti opposait une inertie aux initiatives nouvelles d'une direction qui commençait à se lézarder (33). Le « cours nouveau » ne manquait pas de poser des problèmes. Les revendications ! lesquelles ? celles des travailleurs, sans doute, mais les appellerait-on à lutter pour les revendications des syndicats réformistes ou pour celles élaborées par le parti ?

A travers cette question centrale se posaient celles de l'ouverture du parti pour compenser les effets de la scission, de l'attitude des communistes à l'égard des ouvriers, des socialistes de la base, à l'égard aussi du P.O.B., de sa gauche en particulier, et de ses organisations syndicales. C'était toute la problématique des rapports entre un parti révolutionnaire et la classe ouvrière dont il affirmait sa vocation d'être l'avant-garde, qui se trouvait concrétisée à travers cette question des revendications ; mais celle-ci se posait, non au niveau des principes, mais à celui de la pratique ; elle concernait donc moins les conceptions que les attitudes et les comportements.

MISE A L'ECART

C'est dire que les divergences qui surgirent à cette époque parmi les communistes étaient difficilement saisissables ; elles se situaient dans des nuances à peine perceptibles dont la signification apparaîtrait ultérieurement. Au surplus, la réponse de Jacquemotte n'était pas nette et ne se distinguait guère de celle d'un parti dont il s'attachait à infléchir l'orientation pratique et dont il convenait d'affirmer la justesse de la ligne politique, d'un parti aussi dont les effectifs étaient réduits et dans lequel, comme le constata le IV^{ème} congrès de 1929, « l'idéologie sectaire-opportuniste » avait des « racines du sommet à la base ». Au surplus, les circonstances cessaient d'être favorables à Jacquemotte : les communistes subissaient dans les syndicats le contre-coup de leur sectarisme et dans leur isolement, résistaient moins que jamais aux exclusions ; il fallait en outre organiser les exclus et éviter qu'ils soient privés de ressources en cas de conflit social. L'hostilité à l'égard du P.O.B., très vive dans les rangs communistes, se nourrissait en outre de la tactique « classe contre classe » que l'I.C. mit en avant dès 1928 : la montée du fascisme et les menaces de guerre contre l'URSS désignaient, dans cette tactique, le social-démocratie — on disait maintenant le social-fascisme — comme l'ennemi principal. La gauche du P.O.B. était considérée comme plus dan-

(32) Projet de résolution sur la lettre du C.E. de l'I.C. du 18 janvier 1928 déposé par F. Coenen, Henri Deboeck, Joseph Jacquemotte et F. Morriens, à la séance du Bureau Exécutif du 8 février 1928.

(33) Voir le rapport de Jacquemotte sur le travail syndical, lors de la séance du Bureau Politique du 26 mars 1928 (archives de la Fondation Jacquemotte), voir aussi Jacquemotte : « Le travail du parti dans les grèves », daté du 14 avril 1928 où il oppose l'attitude du parti dans la grève des métallurgistes du port d'Anvers à « l'ornière ancienne » : « les communistes se faisant couvrir derrière l'un ou l'autre camarade gréviste, communiste ou sympathisant ». L'intervention du parti se fit, à l'initiative de la direction centrale et non des anversoises, trois semaines après le début de la grève, le 7 mars 1928.

gereuse encore, puisqu'elle fournissait l'alibi du « social-fascisme » (34). Il s'imposait au Parti communiste de « combattre l'opportunisme et des déviations social-démocrates dans ses propres rangs ». En septembre 1929, par « une lettre ouverte aux membres », le CC engageait la lutte contre « les fautes opportunistes très graves » qui caractérisaient la politique du parti envers le P.O.B., notamment dans son travail syndical : l'absence de programme revendicatif communiste, le « légalisme » qui s'attachait à conquérir les directions syndicales, au lieu de réaliser le front unique à la base, avec les masses de syndiqués (35).

La « lettre ouverte » du CC annonçait des changements dans la direction du parti : il fallait en « balayer impitoyablement les éléments bureaucratiques, pessimistes et pourris, incapables de diriger la lutte des ouvriers, freinant l'activité des masses, empêchant le développement de l'influence » communiste « et la conquête des masses » : un bureau politique provisoire (B.P.P.) fut constitué pour mener la discussion dans le parti jusqu'à une prochaine conférence nationale dont le principe fut décidé. Jacquemotte et Coenen furent écartés : ils étaient rendus responsables de cet « opportunisme » dont le parti suait « par tous ses pores ». Les nouveaux dirigeants, plutôt isolés et en butte à des querelles intestines, à des conflits de clans (36), devaient pourtant compter avec Jacquemotte (37). Sa réélection en mai 1932, peu avant son limogeage, comme seul député communiste, sauvait sa position ; en outre, bien que son travail fût critiqué, il assurait toujours la direction du « Drapeau Rouge » dont il avait voulu vainement maintenir la parution quotidienne ; en fait, il en était l'éditeur-responsable et, à ce titre, son indemnité parlementaire était saisie — son mobilier avait même été ven-

(34) Le IV^{ème} congrès déclarait que « le rôle de la social-démocratie de « gauche » a encore été plus odieux parce que faisant la même politique que la « droite » elle trompa mieux encore les masses ouvrières par de subtiles méthodes et par des « phrases révolutionnaires » ; la social-démocratie de « gauche » est pour la classe ouvrière un ennemi d'autant plus dangereux qu'elle sait mieux la tromper ». En Belgique, la ligne « classe contre classe » signifiait, selon le IV^{ème} congrès, que le parti avait à « intensifier la lutte contre les « partis ouvriers de la bourgeoisie » tout en maintenant la tactique de Front unique vers la base ». (Voir les résolutions du congrès dans les archives de la Fondation Jacquemotte).

(35) Voir « Lettre ouverte aux membres » dans « Le Drapeau rouge », 29-30 septembre 1929. Notons que la lettre désignait le parti comme une « secte impuissante », une « arrière-garde ouvrière débordée par l'activité croissante des masses ».

(36) Voir notamment le P.V. d'une séance du B.P., tenue sans doute avant le 1 novembre 1929, où Morriens accuse Vanden Boom, le nouveau secrétaire de la section syndicale centrale, de « placer les camarades de son entourage » ; voir aussi le P.V. de la séance du 4 janvier 1930 où Marc Willems, secrétaire national des Jeunesses Communistes est relevé de ses fonctions, tout en restant membre du B.P. Il avait dénoncé la « bataille de clans qui conduisent le parti à la mort », les « luttes entre personnes », les « rivalités n'ayant rien de politique en soi, mais qui ont leurs répercussions politiques ». Les J.C.B. accusaient également le B.P.P. d'opportunisme. (Ces documents dans les archives de la Fondation Jacquemotte).

(37) A la séance du B.P.P., le 4 janvier Henri De Boeck avait analysé les courants dans le parti : il avait désigné dans le B.P.P. le « noyau pour la ligne de l'I.C. et la lettre ouverte » ; et avait distingué le courant Jacquemotte et le courant Coenen ; Jacquemotte « est isolé » ; sa seule base « les banqueroutiers de Liège » ; il s'agit de Joseph Lahaut et ses amis ; « en fait », notait-il, « cela représente une série d'éléments qui vivent déjà en marge du parti » ; « il y a une série de mécontents et même des éléments dégénérés qui se regroupent probablement autour de Jacquemotte » ; « ce courant est peu profond et dans la discussion actuelle, il ne représente pas grand chose » ; le courant Coenen lui apparaissait plus sérieux : « c'est contre ce courant là qui reflète incontestablement l'état d'âme d'une large couche de membres du parti dans toutes les régions qu'il faut diriger le feu central dans toute la discussion. Ce courant s'explique par la formidable influence de la social-démocratie qui pèse sur le parti et sur ses cadres, mêmes supérieurs ». D'après De Boeck, ce courant tendait à « réduire les tâches du parti et ses perspectives » ; il estimait que « la partie constructive de la lettre ouverte (était) gauchiste » ; accusé de vouloir « belgiciser » le parti, ce courant n'aurait pas considéré que la ligne de l'I.C. était « juste pour la Belgique ». (Voir le P.V. dans les archives de la Fondation Jacquemotte).

du — pour payer les dommages-intérêts auxquels le journal avait été condamné, en juillet, pour diffamation d'officiers supérieurs.

Son prestige de « vieux » porte-parole, quoiqu'ébranlé, restait entier (38) : il fallait donc tenir, en évitant plutôt de mener une lutte ouverte contre la direction. L'IC qui avait soutenu les attaques contre Jacquemotte et l'opportunisme commençait à s'inquiéter de la situation interne du parti à prendre ses distances : c'était maintenant le BPP et son sectarisme qui, à cause de son incapacité à sortir le parti de son isolement, devenait la cible. L'IC accusait le BPP d'appliquer mécaniquement les directives, d'élaborer des plans irréalisables et d'ignorer les « revendications réelles » des travailleurs; elle critiquait sévèrement les méthodes utilisées dans la lutte contre Jacquemotte et réclamait que d'un congrès, sorte une nouvelle direction avec les anciens cadres et les forces nouvelles (39).

(38) La résolution d'autocritique de la Fédération du Brabant, datée du 20 avril 1930 révèle que les minoritaires conservaient un appui important dans cette fédération où l'on dénonçait « le danger de la tendance conciliatrice envers la droite ». Jacquemotte qui avait lancé une « attaque violente » contre la nouvelle direction, apparaissait comme voulant « grouper autour de lui tous les éléments passifs, mécontents, opportunistes et droitiers » (voir le document dans les archives de la Fondation Jacquemotte).

(39) Vanden Boom, qui avait rencontré la délégation du Web (le Bureau ouest-européen du C.E. de l'I.C.), rendit compte à une séance du B.P.P. du 15 septembre 1930 des critiques de l'I.C. Il ajouta à propos de la question de la direction : « On ne m'a pas répondu. Si l'I.C. considère cette direction comme inapte, alors je suis prêt avec l'I.C. pour renverser cette direction ». (Voir le P.V. dans les archives de la Fondation Jacquemotte).

D'un plan à l'autre

Le hasard est parfois facétieux. Le *Bureau du Plan* venait à peine de terminer l'élaboration d'un volumineux dossier relatif aux options du Plan économique quinquennal 1976-1980 que le *Conseil central de l'économie* diffusait une note d'où il résultait que la plupart des objectifs du Plan économique 1971-1975 ne seront pas atteints.

L'« avis concernant l'exécution des lignes de force du Plan 1971-1975 pour les années 1971-1973 » que le Conseil central de l'économie a rendu public aboutit à des constatations cruelles.

En ce qui concerne l'emploi, l'objectif global n'a pas été atteint : au lieu d'une augmentation de la population active occupée de 26.400 en moyenne par an, l'augmentation a seulement été de 17.450 par an en 1971-1972. Et l'emploi a évolué de manière différente de ce qui était prévu. Si pour le secteur primaire (mines, etc.), la diminution observée (13.900 unités par an) correspond à peu près aux prévisions (23.380 unités par an) pour le secteur secondaire (industries manufacturières), l'évolution s'est faite dans le sens opposé aux prévisions (diminution de 13.400 unités en moyenne pour les années 1971-1972 au lieu d'une augmentation prévue de 11.600 unités par an). Pour le secteur tertiaire par contre, l'augmentation a été plus rapide que prévue (augmentation de 46.300 unités par an au lieu des 28.480 unités prévues).

Par voie de conséquence, les objectifs en matière de chômage n'ont pas été atteints : alors que le Plan prévoyait que le nombre de chômeurs complet diminuerait progressivement pour atteindre une moyenne de 50.000 unités en 1975, le chômage a sensiblement augmenté (moyenne annuelle pour 1973 : 90.000). Il tend à s'accroître dans la plupart des secteurs, notamment les constructions métalliques, le textile et la confection, l'alimentation, le commerce, les banques et assurances, les services. Et selon les dernières prévisions, le nombre de chômeurs complets pourrait être de 110.000 en moyenne pour l'année 1974.

Recherchant les causes de ce décalage, le Conseil central de l'économie estime qu'elles se trouvent dans des facteurs liés à la politique économique générale et dans la politique d'investissement.

Les mesures de relance prises en 1972 n'ont pas produit l'effet désiré en matière d'emploi. La production par travailleur occupé a augmenté plus fort que prévu dans certaines branches de l'industrie sous l'influence d'investissements affectés à des rationalisations plutôt qu'à des extensions avec pour conséquence une diminution de l'emploi. Le Conseil se demande également si les projets d'investissement n'ont pas été trop concentrés sur les entreprises à haute productivité et faible occupation de main-d'œuvre, où les coûts d'investissement par emploi supplémentaire sont élevés. Il constate du reste que les seules statistiques disponibles concernent le nombre d'emplois à créer fournis lors des projets d'investissement et qu'il n'a pas la possibilité de comparer ces données avec les emplois effectivement créés lors de la réalisation de ces projets.

En ce qui concerne le *niveau de vie*, le Conseil constate que la masse salariale a augmenté plus que les taux d'accroissement prévus mais il ajoute que les chiffres cités ne permettent pas de se faire une idée de ce que cette hausse représente comme pouvoir d'achat.

Si la diminution de la *durée du travail* s'est faite conformément aux prévisions, par contre rien n'a été fait sur le plan légal en matière de *prolongation de la scolarité* obligatoire. Les efforts en vue de réaliser la coordination des *transports en commun* publics n'ont pas été suffisants. La mise en place d'*équipements culturels et sportifs* et les *logements sociaux* accusent un retard par rapport aux objectifs proposés. Enfin, l'*évolution des prix* a été deux fois plus rapide que prévue.

UN OUTIL DERISOIRE

Il n'est pas étonnant que les « lignes de force du plan 1971-1975 » n'aient pas été respectées. Bien qu'il y ait près de quinze ans que la Belgique dispose d'un organe de planification, peu de pays sont aussi mal équipés que le nôtre dans ce domaine.

C'est en 1959 qu'un gouvernement PSC-libéral présidé par M. Eyskens créa, par un arrêté royal du 14 octobre, un *Bureau de programmation économique*. Tel qu'il fut conçu, tel qu'il fut composé, tel qu'il fonctionna, ce Bureau se montra totalement inopérant. Les moyens mis à sa disposition étaient dérisoires : une vingtaine de membres titulaires, souvent chargés d'autres tâches, assistés d'autant d'agents subalternes. Et ses réalisations furent tout aussi modestes. Ce Bureau élaborait deux « Programmes d'expansion économique » (pour 1962-1965 et pour 1966-1970) qui se bornaient en fait à établir des « projections » de l'évolution économique en coordonnant tant bien que mal les prévisions du secteur privé. Il ne parvint même pas à faire respecter les décisions prises en matière d'investissements publics et ses « programmes » bénéficièrent d'autant moins de crédit qu'ils furent toujours établis avec de gros retards. Celui de 1966-1970 fut seulement déposé en décembre 1967 !

Devant cette carence manifeste, le gouvernement Eyskens nouvelle moulture prit une grande décision quand il arriva au pouvoir en 1968 : celle de faire désormais établir non plus des *programmes* mais des *plans* et de « restructurer » en conséquence le *Bureau de programmation*, rebaptisé *Bureau du Plan* à cette occasion.

A part ce changement d'étiquettes, fort peu de chose fut modifié, en ce qui concerne la planification effective tout au moins. La « restructuration » décidée entraîna certes un étoffement des effectifs. Et les attributions du Bureau furent élargies. La loi cadre du 15 juillet 1970 sur la planification et la décentralisation économique stipula l'organisation de *sections régionales* du Bureau du Plan ainsi que la création de divers organismes chargés de coordonner leur action avec lui : un *Office de Promotion Industrielle (O.P.I.)*, des *Conseils économiques régionaux* et des *Sociétés de Développement Régional (S.D.R.)*.

La mise en place de cet échafaudage compliqué d'organismes dotés de tâches diverses mais de pouvoirs limités se fit avec une sage lenteur et ne modifia guère le caractère de la planification. Les « options » du Bureau du

Plan restent théoriques parce qu'il ne dispose de toute façon d'aucun pouvoir pour les faire appliquer. La préparation du Plan 1971-1975 s'avéra du reste aussi laborieuse que celle des Programmes précédents. Elle prit tellement de temps que c'est seulement au printemps 1972 que ses « lignes de force » furent enfin examinées par les commissions parlementaires avant d'être adoptées par les Chambres à la veille des vacances. Et l'avis que vient d'exprimer le Conseil central de l'économie montre que ses « options » sont restées lettre morte.

HYPOTHESES ET OPTIONS

En ira-t-il autrement pour le Plan 1976-1980 ? La préparation de celui-ci comporte deux étapes. Un premier document, *Les options du Plan*, sera soumis pour avis à divers organismes (Conseil central de l'économie, Comité national d'expansion économique, Conseils économiques régionaux, etc) avant d'être transmis aux Chambres qui se prononceront sur les options à retenir. Ensuite, après de nouvelles consultations, le *Plan proprement dit* sera établi et soumis au Parlement, en principe avant le 1er novembre 1975.

Par ailleurs, le Plan 1976-1980 tiendra compte de la régionalisation. Il a été établi en utilisant le modèle économétrique *Rena* (Régional-National) et les sections régionales du Bureau du Plan ont préparé des « options régionales » en liaison avec les Conseils économiques régionaux. Ce qui n'a pas été sans difficulté : les S.D.R. (Sociétés de développement régional) n'étant pas encore en place, l'inventaire des besoins des régions est resté partiel et incomplet.

C'est la première étape de cette longue élaboration qui est en cours. Le Bureau du Plan a mis au point un premier document, *Les options du Plan*, volumineux dossier de 500 pages qu'il a soumis pour avis au Conseil central de l'économie.

Ce document contient d'abord une *projection de référence* qui « tente de reproduire l'évolution de l'économie belge dans l'hypothèse de la poursuite des mouvements tendanciels du passé et en l'absence de politiques de transformation structurelle » et une vue d'ensemble sur les perspectives 1976-1980 dégagées dans ce cadre. Cette première partie est suivie de plusieurs chapitres examinant toute une série de *choix techniquement possibles* selon que l'on adopte l'une ou l'autre des *options* proposées dans les domaines les plus divers.

Il n'y a pas grand-chose à dire des chapitres concernant la projection de référence. Quand on y lit que le chômage sera ramené de façon stable à 70.000 unités entre 1976 et 1980 et que la hausse des prix ne dépassera pas 5,2 % par an, on est tenté de se souvenir des prévisions du Plan précédent.

Mais les chapitres relatifs aux *choix techniquement possibles* doivent retenir l'attention parce qu'ils montrent que dans tous les domaines — qu'il s'agisse des investissements, de l'emploi, de l'éducation, du logement, de la santé, de la qualité de vie — des *choix* s'imposent effectivement.

A cet égard, ce gros dossier a le mérite de réunir une série d'indications, copieuses et détaillées, qui font souvent apparaître que les « options » prises dans le passé n'ont pu résoudre aucun des grands problèmes de notre époque. Et qu'il faut par conséquent faire d'autres *choix*, prendre d'autres *options*, au besoin beaucoup plus hardies que celles qu'envisage le Bureau du Plan.

Précisément parce qu'il est aujourd'hui devenu indispensable de réaliser des transformations structurelles. Parce qu'il n'est plus possible de résoudre les problèmes de notre époque en acceptant « la poursuite des mouvements tendanciels du passé ».

P. J.

Livres

Introduction à l'histoire immédiate

BENOIT VERHAEGEN

Après avoir fait son droit à l'Université de Gand et les sciences économiques à Louvain, Benoît Verhaegen (né en 1929) a d'abord publié une intéressante *Contribution à l'histoire économique des Flandres au 19^e siècle*. A ce moment, il avait déjà participé à différentes recherches sociologiques et c'est la sociologie et la science politique qu'il alla enseigner, en 1958, à l'ex-université Lovanium, aujourd'hui Université nationale du Zaïre.

Depuis quinze ans, B. Verhaegen a ainsi pu observer sur place les événements qui se sont déroulés dans l'ex-colonie, le déclenchement et le développement d'un mouvement de transformation politique et sociale fort complexe. Il a consigné le résultat de ses observations dans de gros « Dossiers du CRISP » : des études sur *L'Abako*, *Le Parti solidaire africain*, *Les Rébellions au Congo* ainsi que plusieurs volumes de la série *Congo* publiés d'année en année entre 1960 et 1966, le plus souvent en collaboration avec Jules Gérard-Libois.

Ces ouvrages, B. Verhaegen les a rédigés en suivant les événements presque au jour le jour et en utilisant le plus grand nombre possible de documents bruts, de témoignages directs, de matériaux immédiatement disponibles. C'est la validité de cette démarche qu'il examine dans *Introduction à l'Histoire immédiate*. Cet essai est l'aboutissement provisoire du double itinéraire intellectuel, théorique et empirique, qu'il a parcouru — d'une recherche inductive et d'une réflexion sur la méthode.



L'élaboration de la méthode de l'Histoire immédiate fut constamment influencée par l'itinéraire théorique et les lectures que B. Verhaegen poursuivit parallèlement à ses recherches empiriques, lectures qui l'amènèrent à s'inspirer de trois courants d'idées. De Marx, Engels et Lénine auxquels il emprunta le schéma théorique général du matérialisme historique, la conception de la totalité sociale et la méthode dialectique. De toute une série d'auteurs, sociologues et philosophes pour la plupart, qui se réclament à un titre ou l'autre du marxisme parmi lesquels on trouve pêle-mêle aussi bien Sartre, Goldmann, Henri Lefebvre et Poulantzas que Lukacs et Cramsci. Enfin des historiens de l'école des Annales qui lui ont montré la possibilité d'une histoire totale, pluridisciplinaire, tendant à se confondre à la limite avec la sociologie et l'anthropologie.

B. Verhaegen est conscient du caractère contradictoire de ces influences et des oppositions théoriques parfois irréductibles qui existent entre ces différents auteurs. Mais il estime que s'il a pu établir une cohérence suffisante entre ces emprunts et influences diverses, c'est parce que sa démarche empirique a déterminé, en dernière analyse, son itinéraire théorique. Les chapitres où il détaille les étapes de cet itinéraire sont du reste pleins d'intérêt car ils l'amènent à exprimer des vues souvent pénétrantes sur les différents courants d'idées dont il s'est inspiré. Et le résultat de ce long travail de recherche et de réflexion n'est pas moins intéressant.

Discipline au confluent de l'histoire, de l'anthropologie et de la sociologie, l'Histoire immédiate a pour objet la connaissance des so-

ciétés contemporaines dans la mesure où celles-ci sont en crise et engagées d'une manière plus ou moins consciente dans la transformation de leurs conditions immédiates. Son champ est limité dans le temps parce qu'il s'agit d'une histoire vivante qui suppose qu'une partie des acteurs et témoins puissent être interrogés. Ce n'est en effet pas parce qu'elle examine des événements proches chronologiquement qu'elle est « immédiate », c'est parce qu'elle est en contact *immédiat* avec l'événement et avec ses acteurs. Son objectif essentiel est précisément d'associer les hommes qui font l'histoire à la connaissance de leur histoire afin qu'ils comprennent ce qui est en jeu dans les événements qu'ils vivent et dans les actes qu'ils posent, et qu'ils agissent en fonction de cette connaissance permanente du présent. Elle se veut résolument orientée vers une pratique sociale et politique et engagée dans une transformation révolutionnaire du monde.

C'est pour cela, écrit Benoît Verhaegen, que « l'Histoire immédiate se situe dans le prolongement du matérialisme historique considéré comme une méthode de connaissance vivante, applicable à un objet nouveau, ouverte sur son propre devenir et non comme un corpus de connaissance clos et de nature dogmatique ».

P.J.

Editions J. Duculot, Gembloux. Un volume de 200 p.

Vers la fusion des communes de Wallonie

Robert Sevrin

Docteur en sciences géographiques de l'Université de Liège, Robert Sevrin n'est pas un inconnu pour le lecteur des « Cahiers » où il a déjà publié, en juillet 1972, « Un essai de géographie administrative appliquée : la fusion des communes hennuyères ». L'ouvrage récemment publié par la Fondation Jacquemotte reprend et amplifie ce premier travail et traite le sujet des fusions à l'échelle de toute la Wallonie.

C'est « de la géographie administrative » et à ce titre on pourrait croire que cela n'intéresse qu'un public limité, une petite coterie technocratique, éventuellement élargie, dans ce cas précis, à ceux des hommes politiques qui veulent traiter ce sujet autrement qu'à travers de subtiles dosages assurant la survie négociée de majorités partisans, souvent devenues de véritables féodalités.

L'ouvrage de Robert Sevrin, c'est plus que cela.

C'est une occasion d'en apprendre un peu plus sur un des problèmes dont notre époque prend conscience et qu'elle place parmi les problèmes de civilisation : l'urbanisation; les relations entre la ville et la campagne; les handicaps socio-culturels des ruraux, certes, ce n'est pas le projet de Robert Sevrin que de répondre — ou plus simplement d'approcher — ce large éventail de questions, son livre cependant y pousse le lecteur, y donne une dimension concrète à des réalités que nous connaissons souvent mais que nous avons — souvent aussi — peut-être cessé de voir.

A côté des chapitres qui inspirent ces réflexions, et qui sont pour l'auteur des prolégomènes étayant ses propositions de regroupement des communes wallonnes, il y a aussi ces propositions elles-mêmes, qu'il ne saurait évidemment être question d'examiner ici. Chacun cependant y retrouvera ses propres centres d'intérêt. Ne vous laissez donc pas subjuguer par l'allure spécialisée de cet ouvrage, son poids humain le rend « lisible » pour tous.

René LONNOY.

100 pages - 12 planches, 182 frs + 10 frs de port, à verser au C.C.P. 1887.45 de la Fondation Jacquemotte.

Panorama de l'histoire universelle

J.H. PIRENNE

Fils et petit-fils d'historien, Jacques-Henri Pirenne compte au nombre de ces privilégiés qui, hé-

ritant un nom illustre, doivent encore se faire un prénom. Son grand-père, Henri Pirenne, fut avec un éclat incomparable l'historien officiel de la Belgique unitaire. Son père, Jacques Pirenne, s'intéressa à l'histoire du droit, spécialement celui de l'Égypte ancienne, et, dans la seconde moitié de sa vie, écrivit en sept volumes une vaste synthèse intitulée *Les grands courants de l'histoire universelle*.

C'est en suivant pas à pas ce modèle tracé par son père que Jacques-Henri Pirenne a rédigé ce *Panorama de l'histoire universelle* qui, dix ans après la première édition, nous est présenté aujourd'hui en deux volumes de poche : le premier allant des origines, c'est-à-dire l'Égypte et la Mésopotamie anciennes, au XVe siècle, et le second, du XVIe siècle à nos jours.

C'est une entreprise périlleuse que vouloir ramasser en quelque 500 pages tout le passé de l'humanité. Aussi l'auteur qui manifeste pareille audace a-t-il droit à être jugé sur ce qu'il dit, et non point sur ce qu'il paraît avoir omis. C'est pourquoi je dirai d'emblée que Jacques-Henri Pirenne me semble avoir gagné son pari. Son texte se lit agréablement et parvient à soutenir l'intérêt du lecteur. Souvent, il surprend par une vue nouvelle, inattendue et généralement heureuse. L'auteur, notamment, se soustrait avec une vigilance louable à la vision trop centrée sur l'Europe et la civilisation occidentale qui continue à dominer notre enseignement de l'histoire, surtout dans les écoles secondaires, et le lecteur en tire le sentiment, que je crois exact, que l'Europe, en définitive, est bien une presqu'île de l'Asie, y compris l'Inde et la Chine.

L'auteur essaye aussi de rendre justice à l'Amérique pré-colombienne. Seule l'Afrique reste traitée en parente pauvre. Pourtant, elle aussi a eu son histoire, entre l'Égypte ancienne et la colonisation. Certains peuples, de la même manière, trouvent, grâce à Jacques-Henri Pirenne, une sorte de réhabilitation : tels les Vikings, si malmenés sous le nom de Normands,

dans nos manuels d'école primaire...

D'autre part, ce panorama de l'histoire universelle n'est pas fait seulement de l'énumération de faits et de dates. L'auteur veille toujours à décrire, — fût-ce sommairement, mais c'est inévitable —, les sociétés, leur organisation et leur fonctionnement. Pour dresser ce tableau, il recourt volontiers à une terminologie moderne (démocratie, étatsisme, nationalités, etc.) qui anime incontestablement le style, mais risque sans doute parfois d'altérer la vision historique.

Dans cette vaste fresque, broyée à grands traits, Jacques-Henri Pirenne insère constamment sa conception de l'histoire et sa philosophie du développement de l'humanité. Ce n'est certes pas moi qui le lui reprocherai. La seule justification véritable d'une entreprise comme la sienne est bien l'évocation de quelque philosophie de l'histoire.

Celle de l'auteur, — qui voudra bien s'excuser de la résumer trop brièvement —, privilégie peut-être à l'excès le commerce, surtout le grand commerce maritime, par rapport à la production (agriculture, élevage, industrie). Toujours est-il qu'il y voit la source de l'individualisme et de la prospérité, au point que seules les sociétés ouvertes sur le monde extérieur sont promises au développement (ce qui me paraît assez exact) et que les civilisations littorales semblent inévitablement favorisées par rapport aux continentales (affirmation sans doute plus discutable).

On le voit, il y aurait encore beaucoup à dire. Mais c'est évidemment un bel éloge à faire à l'ouvrage de Jacques-Henri Pirenne que de constater qu'il invite sans cesse à la discussion et à la réflexion.

Jacques-Henri MICHEL.

Jacques-Henri Pirenne, *Panorama de l'histoire universelle* : I. Des origines au XVe siècle; II. Du XVIe au XXe siècle. 2 vol., Verviers Editions Gérard, 1973 (Coll. Marabout Université, n° 244-245).

Trois livres belges sur l'aménagement du territoire

Dernier en date, l'ouvrage de Remy et Voyé (1) intéressera spécialement tous ceux qui connaissent, d'expérience ou de réputation, l'enseignement chaleureux des auteurs pour le cours de sociologie urbaine de l'U.C.L. Ils en retrouveront l'essentiel, poli au fil des années.

De son origine didactique, le livre a conservé les qualités : brièveté, bibliographie abondante, souci de couvrir la globalité de son objet, méthode dans l'exposé. Il a aussi les défauts de ces qualités, que chacun appréciera selon ses appétits. Ainsi, comme les enseignements à l'échéance du mois de mai, la deuxième partie, historique, tourne court avec la période contemporaine. De même, le choix des auteurs et des théories, et l'importance accordée ou refusée aux unes et aux autres pourront être discutés.

Mais au-delà de ce qui doit volontiers être concédé aux limites du genre, deux critiques méritent d'être faites en invitation à la lecture. La première, que méritent presque tous les travaux de sociologie urbaine, porte sur une absence qui s'explique au moins par un défaut théorique et sans doute aussi par la ténacité des cloisonnements académiques : en cause, l'*urbanisme* comme *pratique spécifique* nécessaire au développement capitaliste, la pratique des ingénieurs et des architectes et leur manière radicalement neuve, à partir des années 1860, d'appréhender l'objet ville.

La deuxième critique porte sur le contenu lui-même de l'ouvrage et précisément sur la partie de ce contenu que résume le titre *La ville et l'urbanisation*, la ville, objet matériel à la définition vague et controversée, étant pour lors distinguée de l'*urbanisation*, mode de vie (qui peut par exemple aujourd'hui atteindre certaines campagnes). Cette distinction s'opère malheureusement tout entière dans

les limites de la sociologie culturaliste, sans que jamais ces limites soient mises en question : l'urbanité n'est pas un mode de vie, mais plusieurs, voilà qui nuance heureusement la parole de Wirth, mais n'échappe nullement au projet de naturalisation des rapports sociaux de l'idéologie culturaliste.

Autant dire en bref que les auteurs n'enrichiront pas le courant de la pensée marxiste auquel leur ami Castells a fait faire d'énormes progrès. Mais l'ouvrage n'en perd pas un immense mérite à un moment où le flux de la mode, longtemps après Charles Buls qui sauva la Grand-Place de Bruxelles, a remis au goût du jour un humanisme urbain, totalitaire prosélyte du vieux caillou et de la ruelle sinieuse. Ce mérite tient dans la dénonciation minutieuse, à renfort d'exemples nombreux et d'arguments détaillés, de la pensée *mécaniste* qui prétend confondre morphologie des espaces et bonheur de vivre. Ainsi, par exemple, la place du Sablon n'est pas davantage humaine ni porte-bonheur que les ensembles Etrimelinckx : simplement ils ne s'adressent pas aux mêmes gens. Transformer les espaces, que le modèle soit moderniste ou pseudomédiéval, ne transforme pas la vie univoquement. Remy et Voyé mettent ainsi à contribution tous les apports de la sociologie urbaine pour montrer avec une palette fine et chatoyante combien les modèles culturels et les structures sociales jouent un rôle important.



Rien de cette finesse et de cette richesse dans l'étude dirigée par Madame Poelmans (2).

Le corps de l'ouvrage, qu'il faut bien appeler enquête d'opinion, s'inscrit, selon la courte introduction qui en explique la portée, dans le cadre des travaux de politique économique réalisés par l'équipe du professeur Kirschen :

(1) REMY, Jean et VOYE, Liliane *La ville et l'urbanisation*, Duculot, Gembloux 1974.

(2) POELMANS-KIRSCHEN, J. et al. *Les « responsables » belges et l'environnement*, U.L.B., Bruxelles 1973.

l'économie politique bourgeoise agonise lentement, en voici une preuve somme toute réjouissante qui mérite quelque encouragement.

Les auteurs nous rappellent en guise de préambule comment, depuis les marginalistes, les quantités de satisfaction retirées des biens du marché ont joué un rôle d'hypothèse centrale pour la description du comportement des agents économiques. Comme cette hypothèse de quantification était vraiment fort farfelue, on l'abandonna pour ne garder que celle d'un simple ordonnancement des satisfactions : c'est de là qu'est issue l'idée de fonction de préférence que l'équipe Kirschén a ensuite utilisée dans le domaine des objectifs de politique économique.

Dans cette optique, les économistes sont passés ainsi de la psychologie du consommateur à la sociologie des opinions, à l'enquête auprès des agents et surtout des agents « responsables ».

Mais n'importe quel économiste ne s'improvise pas sociologue. Il y a des spécialisations dans l'idéologie. Par exemple, Remy et Voyé donnent une bonne illustration des possibilités de finesse descriptive et de précaution dans l'analyse des systèmes de valeurs et d'opinions. Poelmans ne s'embarrasse pas de ces subtilités. Sans référence, fût-elle bibliographique (plus d'un étudiant a été busé pour moins que cela), à une quelconque étude sur le sujet, naïveté, ignorance ou prétention, l'auteur se jette tête baissée dans un questionnaire sans malice, qui produit des réponses sans intérêt, et des conclusions de lieu commun, faut-il s'en étonner.

Mais, sera-t-il rétorqué, la finesse — ou la finasserie — sociologique n'est pas ici le propos, il suffit en l'occurrence de dégager des priorités et de voir si ces priorités ne sont pas exagérément influencées par l'avis de tel ou tel groupe (régional, professionnel, etc.). C'est à ce niveau qu'il faut réintroduire la critique de l'hypothèse d'ordonnement des choix.

En effet, sauf à prendre les répondants pour des imbéciles, ce à quoi l'auteur paraît souvent enclin, il faut bien admettre que les objec-

tifs ont entre eux des relations fonctionnelles qui n'ont rien à voir avec une fonction de préférence et qui s'imposent à elle : l'agent ne choisit pas entre des objectifs, ni même d'ailleurs entre des biens de natures différentes, comme entre les gâteaux de l'étalage du pâtisier. Or, de ces relations fonctionnelles, il n'est nulle part question dans l'ouvrage du professeur Poelmans. En supposant même que cet obstacle soit levé, il resterait à expliquer comment établir des préférences dans une structure de choix multidimensionnelle (en « arbre » ou « semis-lattis ») c'est-à-dire au moins non-transitive (par exemple, pour une préférence liée à l'âge et exprimée par ordonnancement sur un arbre généalogique, la comparaison entre un oncle et un neveu est indéterminée).

Comme l'ouvrage est tout à l'avenant, cher et illustré dans un rouge aveuglant, sa lecture devrait être réservée aux seuls amateurs de punching-ball.



Par contre, la plaquette de Jacques Aron (3) publiée à l'automne dernier figurera — si ce n'est déjà le cas — utilement dans le bagage des urbanisés que nous sommes tous.

Chacun disposera ainsi d'une synthèse enrichie des articles de l'auteur parus dans les Cahiers Marxistes, et d'une introduction simple et accessible à des travaux plus spécialisés.

Dans le système capitaliste, le sol est une marchandise, mais pas comme les autres : la rente foncière, en théorie, et en pratique avec l'exemple bruxellois, voilà ce que nous explique J. Aron. Et aussi les solutions, qui sont politiques, à une dégradation du milieu de vie dont la spéculation foncière est le moteur et dont les promoteurs immobiliers et leurs complices sont les responsables.

Michel GODARD.

(3) ARON, Jacques *Théorie et pratique de la spéculation foncière* Fond. Jacquemotte, Bruxelles 1973.

Lénine et la pratique scientifique

Le Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes (Paris) vient de publier un ouvrage important consacré à « Lénine et la pratique scientifique » (Editions Sociales, 601 p. Paris, 1974) qui reprend les travaux du colloque d'Orsay.

Deux pré-rapports introduisent ce travail : l'un de L. Sève, intitulé « Pré-rapport sur la Dialectique », l'autre de G. Labica : « Pré-rapport sur Lénine et la pratique politique ». Les rapports, les communications et les débats au colloque abordent d'innombrables sujets que j'ai tenté de regrouper de la façon suivante :

1er thème : Dialectique et sciences de la nature. On trouve ici les interventions sur la médecine con-

temporaine, la physique, la biologie moléculaire, etc...

2e thème : Dialectique et sciences humaines. A côté de problèmes d'ordre philosophique (la catégorie de « l'essence » chez Lénine, les concepts « idéologie » et « aliénation » etc...) on y aborde également des problèmes tels que « Psychanalyse et pratique scientifique », « Lénine et l'analyse économique », « L'utilisation de la Dialectique en sociologie » etc...

Dans le cadre de cette rubrique il est impossible de faire l'analyse d'un tel ouvrage. Je voudrais néanmoins attirer l'attention sur le fait, qu'à ce colloque commémorant le centenaire de la naissance de Lénine on n'a pas sut tout « embaumé » Lénine. Bien au contraire, des discussions franches et fertiles ont aidé à mieux comprendre Lénine et à mieux « l'utiliser » aujourd'hui.

J. NAGELS.

CAHIERS MARXISTES

revue mensuelle

Abonnement annuel ordinaire : 300 F

Abonnement annuel « jeunes » (moins de 25 ans) : 150 F

Abonnement de soutien : 500 F, et davantage

Ne soyez pas les derniers à vous abonner ou à vous réabonner :
souscrivez dès aujourd'hui un abonnement
au CCP 1887.45 de la Fondation Joseph Jacquemotte,
avenue de Stalingrad, 29 — 1000 Bruxelles

Auteur-éditeur responsable et correspondance :

Rosine Lewin / rédacteur en chef
Avenue de Stalingrad, 29-31, 1000 Bruxelles

40 F